Série de Conférences d'Eminents Erudits No. 10

Qu'est-ce que l'économie Islamique ?



INSTITUT ISLAMIQUE DE RECHERCHES ET DE FORMATION
BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT
DJEDDAH, ARABIE SAOUDITE



INSTITUT ISLAMIQUE DE RECHERCHES ET DE FORMATION
BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

Qu'est-ce que l'économie Islamique ?

MOHAMMAD UMER CHAPRA

Série de Conférences d'Eminents Erudits No. 10

Série de Conférences d'Eminents Erudits - No. 10

Première édition

1417H (1996)

Publié par :

INSTITUT ISLAMIQUE DE RECHERCHES ET DE FORMATION
BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT
TEL 6361400
Fax 6378927 / 6366871
TELEX 601407 - 601137 ISDB SJ
CABLE : BANKISLAMI JEDDAH
B.P.: 9201
DJEDDAH 21413
ARABIE SAOUDITE

بسم الله الرحمن الرحيم

Au Nom de Dieu, Le Clément, Le Miséricordieux

TABLE DES MATIERES

Page

Préface 7
Avant-propos 9
Introduction 11

PREMIERE PARTIE:
L'ECONOMIE CONVENTIONNELLE

Conflit entre les buts et la conception du monde 15
Les trois concepts fondamentaux 17
L'efficience de Pareto contre les buts normatifs 18
Les conditions préalables 20
Incohérence entre la microéconomie et la macroéconomie 23
Notes 26

DEUXIEME PARTIE:
L'ECONOMIE ISLAMIQUE

Le paradigme 31
  Deux niveaux de filtrage 33
  Le problème de la motivation 33
  La restructuration socio-économique 34
  Le rôle de l'Etat 35

Redéfinition de l'efficience et de l'équité 36
L'équilibre du marché socialement acceptable 36
Définition de l'économie islamique 38

Méthodologie 40
  Avertissement 44
  La science, les phénomènes invisibles et les jugements de valeur 46
  Postulats réalistes 48

Montée de l'économie islamique 48
Retard dans l'élaboration de la théorie 51

La tâche à accomplir 54
Notes 57

Bibliographie 61

PREFACE

En tant qu'institution financière internationale au service de la Oummah, la Banque Islamique de Développement (BID) vise à promouvoir le développement économique et le progrès social des pays membres et des communautés musulmanes conformément aux principes de la Chari'a. En vue d'atteindre ces objectifs et, sur le plan opérationnel, de remplir les tâches nécessaires relatives à la recherche, la formation et la diffusion des informations, la BID a créé en 1401H (1981) l'Institut Islamique de Recherches et de Formation (IIRF) qui est devenu opérationnel en 1403H (1982).

Outre les activités de recherche et de formation, l'IIRF a commencé un certain nombre de programmes destinés à promouvoir et à encourager les activités dans le domaine de l'économie islamique dans le monde entier. Ces programmes visent à promouvoir l'expertise externe et à aménager les ressources de la Oummah pour la promotion de l'économie islamique. Une de ces activités porte sur les prix de la BID dans les domaines de l'économie et du système bancaire islamique. L'objectif de ces prix est de reconnaître, de récompenser et d'encourager les efforts créatifs de mérite exceptionnel dans les domaines de l'économie et du système bancaire islamique. Un prix annuel est décerné tour à tour à l'économie et au système bancaire islamique.

Le prix de la BID en économie islamique pour l'année 1409H (1989) a été décerné au Dr. Mohammad Umar Chapra, l'un des pionniers de l'économie islamique. Le prix lui a été décerné en reconnaissance de ses précieuses contributions caractérisées par une rigueur analytique et une profonde maîtrise des concepts économiques islamiques et en hommage à son rôle actif dans la promotion de l'économie islamique à travers des conférences internationales, des séminaires et des ateliers.

Dr. Chapra a une compréhension parfaite des concepts économiques et son style est très scientifique. Ses écrits ont inspiré plusieurs chercheurs musulmans et non musulmans. Son style est si lucide qu'il intéresse aussi bien les spécialistes que les non spécialistes. En raison de ses capacités exceptionnelles, Dr. Chapra a été invité à donner la conférence des lauréats du prix de la BID sur le thème "Qu'est-ce que l'économie islamique?".

L'IIRF est maintenant heureux de présenter cette précieuse conférence au bénéfice de tous ceux qui s'intéressent à l'économie islamique.

Dans cette conférence, Dr. Chapra a expliqué aussi bien le contenu de l'économie islamique que sa méthodologie dans son style magistral habituel. Il a présenté également une perspective comparative pour résoudre l'éternel "problème économique". Il a expliqué comment le modèle économique islamique traite de ce problème et répartit les ressources limitées entre les diverses options afin que le bien-être de l'homme soit maximisé sans pour autant sacrifier les objectifs sociaux.

Personne ne peut expliquer le modèle de l'économie islamique qui a attiré l'intérêt des chercheurs aussi bien musulmans que non musulmans durant ces deux dernières décennies mieux que Dr. Chapra qui, bien versé dans l'économie traditionnelle, est en même temps un pionnier de l'économie islamique. Nous espérons que la publication de cette précieuse conférence améliorera la compréhension de cette science en éclosion et contribuera à sa promotion sur des bases scientifiques.

Dr. M. Fahim Khan
Responsable de l'IIRF

AVANT-PROPOS

Le présent exposé est la version revue et développée d'une conférence que j'ai donnée le 29 octobre 1990 au siège de la Banque Islamique de Développement à Djeddah, après avoir reçu le Prix de la Banque qui m'a été généreusement décerné en reconnaissance de ma modeste contribution à l'économie islamique.

Je tiens ici à remercier l'Institut Islamique de Recherches et de Formation (IIRF), de m'avoir constamment encouragé à parachever la révision et le développement de cet exposé, ce que je n'ai pu faire avant ce jour en raison d'autres engagements pressants. Les idées de base développées dans la nouvelle version sont les mêmes que celles de la conférence originale. Cependant, comme la conférence s'adressait à un public hétérogène qui n'était pas uniquement constituée d'économistes, il a fallu exprimer ces idées dans un langage non-technique que tout le monde pouvait comprendre. Or cette contrainte empêche parfois l'auteur de dire tout ce qu'il a à dire. Bien qu'un effort ait été déployé même dans la nouvelle version pour en garder la simplicité et l'accessibilité pour les non-initiés, les termes techniques généralement bien connus n'ont pas été entièrement évités.

J'ai tiré profit des traductions du Qur'an faites par Abdullah Yusuf Ali, T.B. Irving, et Muhammad Asad, sans pour autant en reproduire le texte. Les traductions de hadiths et d'autres documents en langue arabe sont les miennes.

INTRODUCTION

L'objet de toute économie, qu'elle soit conventionnelle ou islamique, est l'affectation et la distribution de ressources limitées qui permettent des utilisations illimitées. Toutefois, c'est précisément à cause de la rareté des ressources et des innombrables possibilités de leur utilisation que les affectations et les distributions ne sont pas toujours acceptables à la société. Pour cette raison, l'économie s'occupe aussi, directement ou indirectement, de discuter le bien-être humain qu'il s'agit de réaliser en améliorant l'affectation et la répartition des ressources conformément à la vision sociale. Cependant, les différentes conceptions du monde reflètent des visions sociales différentes et, par conséquent, la conception qu'une société donnée du monde tend imperceptiblement à exercer une influence considérable sur les discussions économiques. Etant donné que l'économie occidentale conventionnelle domine la pensée économique moderne, il nous paraît plus facile de comprendre l'économie islamique si on l'examine sur une toile de fond représentée par l'économie conventionnelle. C'est pourquoi la première partie de la présente étude discute les buts, la conception du monde et la méthode de l'économie conventionnelle en vue de préparer un fond approprié pour l'examen de l'économie islamique, objet de la deuxième partie.

PREMIERE PARTIE

L'économie conventionnelle:
Conflit entre les buts
et la conception du monde

PREMIERE PARTIE

L'économie conventionnelle: Conflit entre les buts et la conception du monde

L'économie conventionnelle s'est fixé deux différentes séries d'objectifs: L'une, que l'on peut qualifier de positive, se rapporte à la réalisation de "l'efficience" et de "l'équité" dans l'affectation et la répartition des rares ressources. L'autre, que l'on peut qualifier de normative, s'exprime en fonction des buts socio-économiques universellement recherchés de réalisation des besoins, de plein emploi, de taux optimum de croissance économique, de distribution équitable du revenu et des ressources, de stabilité économique et d'équilibre écologique, facteurs que l'on considère généralement indispensables à la réalisation du bien-être humain. Les deux séries visent à servir l'intérêt individuel ainsi que l'intérêt social conformément à la conception du monde qui sous-tend chacune d'elles. Toutefois, la première série a été qualifiée de positive à cause de l'affirmation selon laquelle l'efficience et l'équité peuvent être déterminées sans recours à des jugements de valeur, tandis que la seconde a été qualifiée de normative parce qu'elle reflète les valeurs de la société concernant ce qui doit être. La question de savoir si ces deux séries sont mutuellement compatibles dépend de la définition que l'on donne à l'efficience et à l'équité. Ce point deviendra plus clair au cours de la discussion.

L'utilisation des ressources limitées de manière à réaliser à la fois les buts positifs et les buts normatifs fait ressortir la nécessité de recourir à trois mécanismes indispensables: le filtrage, la motivation et la restructuration socio-économique. Premièrement, les demandes illimitées de ressources doivent être filtrées de manière non seulement à atteindre un équilibre entre l'offre et la demande mais aussi à éliminer toutes les demandes qui entrent en conflit avec la réalisation des objectifs. Deuxièmement, si l'on écarte la coercition, ce filtrage exige que tous les individus soient suffisamment motivés pour faire les meilleures performances et s'abstenir d'utiliser les ressources de manière à entraver la réalisation des objectifs. La motivation revêt une grande importance en économie en comparaison avec d'autres sciences telles que la physique parce que l'économie s'occupe d'êtres humains qui peuvent se comporter ou ne pas se comporter toujours d'une manière standard et prévisible. Ainsi, les êtres humains ont besoin

d'être motivés pour se comporter de manière à faciliter la réalisation des objectifs. Troisièmement, il est aussi nécessaire de recourir à la restructuration socio-économique pour permettre le transfert rapide d'un usage à l'autre jusqu'à ce que les deux séries d'objectifs soient réalisées. Dans cette perspective, tout ce qui empêche le type de filtrage, de motivation et de restructuration requis pour la réalisation des objectifs visés constitue une déformation et toute utilisation de ressources qui ne contribue pas directement ou indirectement à la réalisation des objectifs ou qui entre en conflit avec ce processus est "improductive", "superflue" et "en pure perte".

Il n'est pas possible de dire si l'économie conventionnelle a pu - ou n'a pas pu - réaliser ses buts positifs, du fait qu'il est difficile de définir et de mesurer l'efficience et l'équité dans une économie dynamique. Cependant, tout le monde convient que même les pays industriels riches ont été incapables d'atteindre leurs buts normatifs malgré les ressources considérables dont ils disposent. Quelle pourrait-être la cause de cet échec ?

Cet échec peut avoir deux causes: premièrement l'impuissance de l'économie conventionnelle à proposer une stratégie convenable, deuxièmement l'incapacité de la société concernée à appliquer efficacement une telle stratégie. Cependant, la question de l'application ne revêt d'importance que si la la stratégie est convenable. Du point de vue de la présente étude, la cause principale est peut-être l'impuissance de l'économie à proposer une stratégie convenable et la cause principale de cette incapacité est peut-être le conflit qui existe entre la conception du monde et les buts normatifs de l'économie conventionnelle. Les buts normatifs sont le dérivé de la croyance dans la fraternité humaine, qui est à son tour le dérivé d'une conception religieuse de l'univers qui met l'accent sur le rôle de la croyance en Dieu, la responsabilité des êtres humains devant Lui, et les valeurs morales dans l'affectation et la répartition des ressources. Or, la stratégie conventionnelle est le résultat du siècle des lumières dont la conception du monde est foncièrement profane. Elle considère que toutes les vérités révélées de la religion sont "simplement des produits de l'imagination, inexistants, en somme des inventions sacerdotales destinées à garder les hommes dans l'ignorance des voies de la Raison et de la Nature"[1]. Cette conception a affaibli l'emprise de la religion et la sanction collective qu'elle apporte aux valeurs morales, privant ainsi la société des mécanismes de filtrage, de motivation et de restructuration orientés vers la morale. Elle a

également donné naissance au matérialisme et au darwinisme social qui étaient tous deux en désaccord avec le concept de la fraternité humaine.

LES TROIS CONCEPTS FONDAMENTAUX

La conception laïque du monde a donné naissance à un certain nombre de concepts qui constituent le paradigme de l'économie conventionnelle. L'un d'eux est le concept de l'"homme économique" rationnel. Etant donné le fonds matérialiste et socio-darwiniste de cette conception de l'univers, la conduite rationnelle n'a pas été identifiée à ce qui était nécessaire pour servir l'intérêt social ou réaliser les buts normatifs. Elle a été assimilée plutôt à la liberté totale de l'individu de rechercher son intérêt personnel. L'intérêt personnel de l'individu s'est identifié à son tour avec la maximalisation de la richesse et de la satisfaction des besoins indépendamment de son impact sur le bien-être des autres. Or l'importance accordée à la recherche de l'intérêt personnel porte un stigmate social en raison de son conflit apparent avec la vision sociale prédominante. Adam Smith a aidé a enlever ce stigmate en soutenant que si chacun recherchait son intérêt personnel, la "main invisible" des lois du marché, à travers la contrainte imposée par la concurrence, favoriserait l'intérêt de la société toute entière(2). En supposant implicitement l'existence d'une harmonie inévitable entre l'intérêt personnel et l'intérêt social, Adam Smith a détourné les regards des obligations sociales des individus pour les porter sur les conséquences "non voulues" ou le résultat social final de leurs actions. La théorie de l'équilibre général est, comme l'a dit Rosenberg "l'approche officialisée de l'étude systématique de la question de savoir comment les conséquences non voulues d'un égoïsme non coordonné aboutissent à l'exploitation la plus efficiente de ressources limitées dans la satisfaction des besoins(3)".

Le second concept est celui du "positivisme". La "positivité", cependant, n'a pas été définie en fonction de l'impact sur les buts normatifs. Elle a été définie en fonction de la liberté individuelle totale. L'économie est ainsi devenue "entièrement neutre entre les extrémités"(4), et "indépendante de toute position éthique particulière ou tous jugements normatifs"(5). Il fallait prendre telles quelles les préférences ou évaluations subjectives exprimées individuellement par les membres de la société. Aucun jugement ne pouvait être prononcé quant à leur compatibilité avec les buts normatifs. Cette doctrine du <u>wertfreiheit</u> (affranchissement de la valeur) est devenue

une partie indispensable et non controversée du paradigme de l'économie et elle est généralement acceptée sans discussion par la base de la profession. En conséquence, la tâche principale des économistes est de décrire et d'analyser ce qui "est" afin de pouvoir prédire ce qui peut arriver à l'avenir[6]. Ils ne peuvent pas prononcer de jugement de valeur sur ce qui "est" ou suggérer ce qui "doit être". Ils ne peuvent discuter que la fonction possibilité et non la fonction préférence.

Le positivisme a été aussi "associé à la croyance que toute question posée par l'économie doit avoir une réponse: 'juste ou faux' déterminable empiriquement[7]". Si la réponse n'est pas déterminable empiriquement, les économistes ne doivent pas prendre la question en considération. Ceci a amené l'économie à mettre l'accent sur les concepts qui sont mesurables pécuniairement ou matériellement. Le bâtiment de recherche en sciences sociales de l'Université de Chicago, porte cette inscription: "Si vous ne pouvez pas mesurer, votre connaissance est médiocre et insatisfaisante"[8]. Une telle attitude a privé l'économie de la tâche d'analyser l'impact des valeurs et institutions sociales sur l'affectation et la distribution des ressources[9] et de proposer un programme de gestion sociale destiné à réaliser la vision sociale.

Le troisième concept qui était essentiellement un dérivé de l'harmonie supposée entre les intérêts individuels et les intérêts sociaux, était celui de l'efficacité des lois du marché. On soutenait que l'économie fonctionnerait avec efficience si on la laissait à elle-même. Tout effort de la part du gouvernement d'intervenir sur le marché auto-régulateur sur la base des buts normatifs de la société ne pourrait aboutir qu'à des déformations et à l'inefficacité. Le gouvernement doit donc s'abstenir de toute intervention. Il appartiendrait aux lois du marché de créer l'"ordre" et l'"harmonie" et d'aboutir à l'"efficience" et à l'"équité". Bien que la Grande dépression et la révolution keynésienne qui en a résulté aient eu tendance à ébranler cette foi dans l'efficacité des lois du marché, le désenchantement créé par l'octroi au gouvernement d'un rôle important dans l'économie a rétabli cette foi et il existe actuellement un appel au libéralisme ou au retour, aussi complet que possible, au modèle classique avec un "minimum" d'intervention du gouvernement.

L'EFFICIENCE DE PARETO ET LES BUTS NORMATIFS

Ce paradigme a eu pour effet de faire du marché le seul facteur déterminant de l'efficacité et de l'équité dans l'affectation et la répartition des ressources, et d'éliminer pratiquement le rôle de tous les autres facteurs, y compris les valeurs et les institutions sociales. Les prix déterminés par le marché (et les coûts, qui sont aussi des prix) sont devenus le seul mécanisme de filtrage et l'intérêt personnel la seule force de motivation. On a affirmé que l'intérêt personnel amènerait les consommateurs souverains à acheter au prix le plus bas tout ce qui était conforme à leurs préférences, l'unique contrainte étant leur revenu disponible. L'intérêt personnel inciterait également les producteurs à produire au coût minimum tous les produits qu'ils estimeraient les mieux indiqués pour maximiser leur bénéfice. La libre interaction des consommateurs qui maximisent l'utilité et les producteurs qui maximisent le bénéfice déterminerait, dans des conditions de marché parfaitement compétitives, les prix de vente du marché pour les biens et les services, et aboutirait à la production de cette configuration de biens et services qui maximise non seulement les utilités pour le consommateur mais aussi le revenu des facteurs de production en fonction de leurs contribution à la production et au revenu global. Au point où l'équilibre serait atteint, les satisfactions (utilités) du consommateur seraient à leur maximum, les coûts du fournisseur à leur minimum et le revenu des facteurs de production à son maximum garantissant ainsi non seulement l'utilisation la plus productive des ressources mais aussi l'harmonie entre les intérêts publics et les intérêts privés; Cet équilibre a pour non l'efficience de Pareto.

Il n'y a peut-être pas d'autre concept qui ait acquis une place aussi solide dans le paradigme de l'économie conventionnelle que celui de l'efficience de Pareto. Bien que le mot équité ne soit pas explicitement mentionné dans le cadre de ce paradigme, on admet implicitement que ce qui est efficient selon Pareto est aussi ce qu'il y a de plus équitable[(10)]. Ainsi l'équité a été définie en fonction de l'optimum de Pareto plutôt qu'en fonction des buts normatifs. Tous les programmes de changement à vocation sociale doivent passer le test de l'optimum de Pareto - en améliorant la situation d'au moins une personne sans aggraver celle de qui que ce soit d'autre. Selon John Rawls, on ne doit jamais agir uniquement pour augmenter le bonheur général si, en ce faisant, on provoque le malheur d'une quelconque personne[(11)]. Etant donné qu'en général, les politiques économiques n'améliorent pas la situation de certaines personnes sans aggraver celle de quelqu'un d'autre, ce à quoi l'optimum de Pareto est parvenu en réalité est une quasi-paralysie du processus décisionnel et ce, en aboutissant, selon les

termes de Sols "à l'inaction, au non-choix, à la dérive"[12]. C'est pourquoi Charles Schultz a appelé l'optimum de Pareto le principe d'"éviter le mal direct" le précepte selon lequel les actions du gouvernement ne doivent jamais nuire à personne directement. Il affirme que ce principe est une raison majeure pour laquelle les réformes économiques judicieuses l'emportent rarement dans l'arène politique[13]. Il a également privé les discussions théoriques et les prescriptions de politique d'une direction et d'une perspective correctes.

Ainsi les mots efficience et équité tels qu'ils étaient définis dans le cadre du paradigme de l'économie conventionnelle, se rapportaient à l'efficience de Pareto et n'avaient pas nécessairement de lien avec les buts normatifs. La clause de ceteris paribus a exclu la possibilité de plusieurs équilibres échelonnés dans le temps et l'espace dont un seul puisse probablement être en accord avec les buts normatifs. Ceci a donné lieu à l'hypothèse absolue selon laquelle chaque équilibre du marché est un optimum de Pareto et amènera à la réalisation de buts normatifs, au moins à long terme comme facteur qui coïncide nécessairement avec l'efficience et l'équité résultant de l'équilibre compétitif. L'économie de l'équilibre est donc devenue "une apologie des mesures économiques existantes"[14], et a abouti à la croyance que toute intervention extérieure visant à modifier le statu-quo aboutirait nécessairement à des résultats moins efficaces et moins équitables. La seule façon acceptable de changer le statu-quo s'inscrit dans le cadre de l'optimalité de Pareto.

LES CONDITIONS PREALABLES

Keynes a effectivement démoli la croyance selon laquelle l'équilibre du marché serait en accord avec le plein emploi. Etant donné que le plein emploi ne représente qu'un seul des buts normatifs, il est important de voir s'il est possible pour chaque équilibre du marché d'être en harmonie avec les autres buts normatifs. On pourrait s'attendre à ce qu'une telle harmonie règne, étant donné la liberté totale dont jouissent les individus de rechercher leur intérêt personnel, et l'absence d'un filtre moral accepté socialement, si certaines conditions préalables étaient remplies. Parmi les plus incontournables de ces conditions, citons (a) l'harmonie entre les préférences individuelles et l'intérêt social; (b) la répartition égale du revenu et de la richesse; (c) la mesure dans laquelle les prix reflètent l'urgence des besoins; et (d) la concurrence parfaite.

Adam Smith a présumé que la condition (a) était automatiquement remplie dans une économie de marché concurrentielle, et cette hypothèse est devenue partie intégrante du paradigme de l'économie. Cependant, bien qu'il existe indubitablement une harmonie entre les intérêts individuels et les intérêts sociaux dans certains cas, il existe également un conflit entre eux dans d'autres cas. C'est la possibilité de ce conflit qui peut rendre difficile la réalisation des buts normatifs, à moins que le conflit ne soit éliminé. On peut se rendre mieux compte de ce fait si l'on examine la nécessité de réduire les besoins intérieurs (consommation et investissement globaux des deux secteurs, public et privé) pour éliminer les déséquilibres macro-économiques que rencontrent actuellement un certain nombre de pays. Si l'on ne tient pas compte de l'effet sur les buts normatifs, la stratégie du marché est peut-être le moyen le plus efficace de réduire les besoins intérieurs. Cependant, compte tenu des niveaux élevés du chômage, il n'est pas possible de satisfaire l'impératif dé plein emploi sans accélérer l'investissement et la croissance. Par conséquent, la consommation est peut-être la principale composante des besoins intérieurs qu'il faudra réduire. En outre, si l'on ne doit pas non plus compromettre l'objectif de la satisfaction des besoins, il ne sera pas souhaitable de réduire la consommation des biens et services. On pourrait soutenir que l'intérêt social serait mieux servi si l'on réduisait la consommation des articles de prestige et autres biens de consommation qui ne satisfont pas nécessairement un besoin ou n'allègent pas une épreuve.

Il arrive pourtant que cette distinction entre les différents biens sur la base des buts normatifs ne soit pas possible ou acceptable dans le cadre du paradigme de l'économie conventionnelle. Cela est dû au fait que l'économie conventionnelle ne permet pas que des jugements soient émis sur les préférences individuelles et compte principalement sur les choix effectués à travers le marché pour déterminer les préférences individuelles qui peuvent être ou ne pas être satisfaites. Tous critères autres que les prix et la capacité de les payer impliqueraient des comparaisons humaines d'utilité et des jugements de valeur et violeraient aussi la condition de l'optimalité de Pareto en exigeant des riches de renoncer, dans l'intérêt de l'investissement et de la satisfaction des besoins, à quelque chose qu'ils auraient préféré avoir en tant qu'individus. Pourtant, il n'est pas certain que le choix par l'intermédiaire du marché contribue à réduire les composantes des besoins intérieurs d'une manière qui soit conforme aux buts normatifs.

Dans le même ordre d'idées, on pourrait soutenir que la prévention de la pollution des fleuves dans un pays donné contribue au bien-être social. Le paradigme du marché, cependant, entraîne l'affirmation que la pollution est essentiellement une conséquence de la mauvaise affectation des ressources qui résulte de la défaillance du marché provoquée elle-même par la divergence entre les coûts privés et les coûts sociaux. Pourtant, toute mesure tendant à intérioriser les éléments extérieurs (en intégrant le coût social de la pollution dans les coûts privés) peut non seulement nécessiter des jugements de valeur mais aussi violer la condition de l'optimalité de Pareto en faisant gagner les consommateurs et les producteurs de ce produit moins d'argent à cause du prix plus élevé et du bénéfice réduit, tout en améliorant la situation de la société dans son ensemble. Si l'on doit dans ce cas intégrer les coûts sociaux dans les coûts privés, pourquoi les coûts sociaux résultant d'un manque de satisfaction des besoins, du chômage, de la répartition inéquitable et de l'instabilité économique ne seraient-ils pas eux aussi pris en considération ? Aussi est-il permis de s'arrêter ici pour demander également pourquoi l'économie, conventionnelle n'hésite pas à faire certains jugements de valeur tout en s'abstenant d'en faire d'autres ?

La satisfaction de la condition (b) à savoir l'égale répartition du revenu et de la richesse, accorderait à tous les consommateurs un poids égal pour influencer le processus décisionnel du marché. Les producteurs, que l'on tient pour des fournisseurs passifs, s'aligneraient automatiquement. Ainsi, en supposant que tout le monde donne la priorité à la satisfaction des besoins, il n'y aurait pas de distorsion dans l'affectation des ressources par rapport à la satisfaction des besoins. Cependant, étant donné l'existence d'inégalités considérables entre les revenus et les ressources, et puisque les riches peuvent avoir un accès beaucoup plus facile au crédit, ils sont en mesure d'acheter tout ce qu'ils désirent aux prix courants. La dépendance vis-à-vis des prix n'affecte pas beaucoup leur demande d'articles de prestige et autres biens et services superflus et improductifs. Ils peuvent détourner les ressources nationales limitées, par le seul poids de leurs voix, vers la production de biens qui seraient moins prioritaires sur une échelle de préférences sociales qui considère la satisfaction générale des besoins comme l'un de ses principaux objectifs.

Le système de prix à valeur neutre ne se soucie même pas du nombre de voix dont un individu dispose ni de la manière dont il les utilise. Il évalue l'urgence des besoins des différents consommateurs sur la base de leur

capacité à payer le prix. Cependant, bien que l'urgence du lait soit peut-être la même pour tous les enfants, qu'ils soient pauvres ou riches, le nombre de voix-dollars qu'une famille pauvre peut représenter aux urnes pour le lait n'est pas le même que celui pouvant être représenté par une famille riche pour les articles de prestige. Si la capacité de payer les prix ne reflète pas nécessairement l'urgence des besoins, la condition (c) ne peut être satisfaite. A ce propos, Arthur Okun a fait observer que les marchés tendent à "décerner des prix qui permettent aux grands gagnants de nourrir leurs animaux de compagnie mieux que les perdants ne peuvent nourrir leurs enfants[(15)]".

S'agissant maintenant de la condition (d), il est bien reconnu que les marchés parfaitement compétitifs, tout en étant une construction théorique d'une grande valeur analytique, constituent un rêve non réalisé dans le monde réel, et continueront probablement de l'être à l'avenir. Les innombrables imperfections qui existent dans le marché empêchent le fonctionnement efficace des lois du marché et entraînent des déviations par rapport au calcul du prix de revient marginal idéalement compétitif, aboutissant ainsi à des prix qui ne reflètent pas les coûts ou les bénéfices réels. C'est pourquoi les prix, qui sont incapables, à eux seuls, d'entraîner l'affectation et la répartition socialement souhaitables des ressources, tendent à l'être davantage s'ils ne reflètent même pas les coûts et les bénéfices réels.

Puisqu'aucun marché du monde réel n'est susceptible de satisfaire, même approximativement[(16)] aux conditions préalables, il y a une déformation considérable dans l'expression des priorités sur le marché[(17)]. Cela introduit une tendance foncièrement défavorable à la réalisation des buts normatifs si l'on s'en tient essentiellement aux prix pour l'affectation et la répartition des ressources.

L'INCOHERENCE ENTRE LA MICROECONOMIE ET LA MACROECONOMIE

L'économie conventionnelle s'est ainsi engouffrée dans des positions contradictoires. Cela est dû au fait que, selon les termes de Kuhn[(18)], "la révolution scientifique" a entraîné le passage d'un paradigme religieux à un pradigme séculier. Le pradigme séculier a entraîné un engagement excessif à la neutralité entre les extrémités, au refus de porter des jugements de valeur, et au choix fondé essentiellement sur le marché. Néanmoins, l'engagement

aux buts normatifs requis par une vision religieuse de l'univers, continue. Si ces buts avaient découlé aussi d'une vision séculière du monde, il n'y aurait probablement pas eu d'incohérence. Cependant, l'adoption de buts dictés par une conception religieuse du monde face à l'inévitable contrainte des ressources, ne permet pas la liberté individuelle excessive consacrée par le paradigme séculier. L'une des fonctions principales des valeurs que la conception religieuse du monde prévoit et oblige ses adeptes à respecter est de faciliter l'utilisation de ressources limitées conformément aux exigences de réalisation des objectifs. Le marché à lui seul ne peut pas le faire - car il ne peut pas faire la distinction entre les différents usages des ressources sur la base de leur contribution à la réalisation des buts normatifs. La dépendance établie essentiellement vis-à-vis des préférences individuelles et des prix pour l'affectation et la répartition des ressources semble agir contre la réalisation des buts humanitaires dans le cadre du paradigme séculier si les conditions préalables ne sont pas satisfaites. C'est peut-être là une des raisons principales pour lesquelles, en dépit de la tendance à vivre au-dessus de ses moyens et des déséquilibres macro-économiques qui en découlent, les besoins d'une partie considérable de la population demeurent insatisfaits. Il faut également mentionner l'insuffisance de l'épargne, de l'investissement, de l'emploi et de la croissance.

Ce que la microéconomie conventionnelle aurait dû faire, c'est prendre comme point de départ les buts macroéconomiques découlant de la conception religieuse de l'univers, et indiquer la conduite que l'individu et l'entreprise doivent adopter pour être en accord avec ces buts. Cela n'ayant pas été fait, il n'existe pas de lien clair entre les buts de la macroéconomique conventionnelle et le cadre analytique élaboré par sa microéconomie. Aussi, Lucas et Sargent ont-ils observé à juste titre que "depuis ses débuts, la macroéconomie a été critiquée pour son manque de fondements dans la théorie de l'équilibre microéconomique et général[(19)]. Arrow aussi considère que l'absence de ce lien est "l'un des grands scandales de la théorie actuelle des prix"[(20)]. Dans une économie de marché, où le rôle du gouvernement est normalement limité, si l'analyse microéconomique est également peu favorable à la réalisation des objectifs, ces objectifs demeurent suspendus en l'air sans aucun soutien logistique.

L'économie positive et les buts normatifs sont donc mutuellement incompatibles et ne sauraient coexister harmonieusement dans le même cadre analytique ou ce que Lakatos appelle "le programme de recherche

scientifique"[21]. Cependant, au lieu d'essayer de résoudre ce conflit entre son paradigme et ses buts normatifs, et de réformer ses postulats et sa structure logique en conséquence afin de lui permettre de jouer un rôle plus efficace dans la formulation de la politique et la réalisation des buts, l'économie conventionnelle s'est éloignée de plus en plus dans la direction d'une plus grande élégance mathématique. Elle est ainsi devenue non seulement plus abstraite et plus difficile, mais aussi peu utile pour le dirigeant qui est responsable devant son électorat de la réalisation des buts normatifs. Ainsi, la sagesse admise de l'économie néoclassique est de plus en plus mise en doute et, comme l'a si bien déclaré Blaug, "il existe un nombre croissant de personnes qui pensent que tout ne va pas si bien dans la maison que l'économie a construite"[22]. Un certain nombre d'économistes ont même insisté sur la nécessité d'élaborer un nouveau paradigme[23]. Toutefois, la forme que pourrait prendre le nouveau paradigme n'est pas encore au point.

Ceci nous amène à la discussion du paradigme, des buts et de la méthode de l'économie islamique.

N O T E S

1.Brinton. 1967, p.520.
2.Smith, 1776, p.423.
3.Rosenberg, 1992, p.219; voir également Backhouse, 1994, p.13.
4.Robbins, 1935, p.24
5.Friedman, 1953, p.4.
6.Il y a une divergence de vues entre les économistes concernant le but de la méthode économique. Les positivistes et les opérationnalistes, tels que Samuelson, soutiennent que le rôle de l'économie consiste uniquement à décrire. Les empiristes logiques, cependant insistent sur le fait que l'explication est le but de l'économie. A la différence de ces deux écoles, les instrumentalistes, tels que Friedman, soulignent le fait que la prédiction est la fonction primordiale des économistes (Voir Blaug, 1980; et Caldwell, 1982). Comme je ne veux pas entrer dans cette polémique dans le cadre de ce bref exposé, j'ai mentionné les trois positions dans le texte... Il existe un autre but, la persuasion, qui a été souligné par la suite (Mc Closkey, 1986). Il ne diffère cependant pas de l'explication et de la prédiction, car il n'est pas possible de persuader sans donner d'explications convaincantes et sans faire de prédictions fiables.
7.Colander, 1992, p.113.
8.Cité par Kuhn, 1961, p.161.
9.Blaug, 1980, p.149.
10.Il n'y a pas de doute qu'un certain nombre d'économistes n'approuvent pas ce point de vue, qui est pourtant le résultat logique de la croyance dans l'efficacité des forces du marché, et des économistes comme J.B. Clark estimaient que le revenu des facteurs dans le monde réel se rapprochait du produit marginal et de sa valeur (Voir Stigler, 1941). Friedman déclare très clairement: "Quel que soit notre désir que les choses se passent autrement, il n'est tout simplement pas possible d'utiliser les prix pour transmettre l'information et fournir une incitation à l'action conformément à cette information sans utiliser les prix aussi pour affecter, sinon déterminer complètement la distribution du revenu" (Milton et Rose Friedman, 1980, p.23).
11.Rawls, 1958.
12.Solo, 1981, p.38; voir aussi Sen, 1987, p.32.
13.Schultz, 1957, Chapitre 4.
14.Hahn, 1970.
15.Okun, 1975, p.11.
16.Brittan, 1985, p.16.
17.Tawney, 1948, p.12.
18.Kuhn, 1970.
19.Lucas and Sargent, 1979, p.4.
20.Kenneth Arrow, 1967, p.734. Voir aussi Peter Howitt, p.273.

21.Lakatos, 1974.
22.Blaug, 1980, p.xiii.
23.Voir par exemple, Balogh, 1982; Bell et Kristol, 1981; Dopfer, 1976.

DEUXIEME PARTIE

L'ECONOMIE ISLAMIQUE

DEUXIEME PARTIE

L'ECONOMIE ISLAMIQUE

LE PARADIGME

L'économie islamique est fondée sur un paradigme dont l'objectif primordial est la justice socio-économique (Qur'an, 57:25)[1]. Cet objectif prend racine dans la croyance que les êtres humains sont les lieutenants du Dieu Unique, qui est le Créateur de l'Univers et de tout ce qu'il comporte. Ils sont frères entre eux et toutes les ressources à leur disposition leur ont été *confiées* par Lui en vue de leur utilisation de façon *juste* pour le bien-être de *tous* (sans exception). Ils sont responsables devant Lui dans l'au-delà et seront récompensés ou punis pour la manière dont ils acquièrent et utilisent ces ressources.

A la différence du paradigme séculier du marché, le bien-être humain ne dépend pas essentiellement de la maximalisation de la richesse et de la consommation. Il exige une satisfaction équilibrée des besoins tant matériels que spirituels de la personnalité humaine. Le besoin spirituel n'est pas satisfait uniquement par la prière; il exige que l'individu aussi bien que la société façonnent leur comportement conformément à la *Shari'ah* (enseignements islamiques), qui est conçue pour permettre la réalisation de *maqasid al-Shari'ah* (buts de la *Shari'ah* ci-après appelés *maqasid*) dont les deux plus importants sont la justice socio-économique et le bien-être de toutes les créatures de Dieu[2]. Négliger les besoins spirituels ou les besoins matériels empêcherait la réalisation du vrai bien-être et aggraverait les symptômes de l'anomie, tels que la frustration, le crime, l'alcoolisme, la toxicomanie, le divorce, les maladies mentales et le suicide, qui révèlent tous un manque de satisfaction intérieure dans la vie des individus. Selon ce paradigme, plus n'est pas nécessairement mieux que moins dans toutes les circonstances comme veut nous le faire croire l'économie conventionnelle. Cela dépend beaucoup de la manière dont a été acquise la richesse supplémentaire, de l'utilisateur de cette richesse et de la façon dont il l'utilise ainsi que de l'impact de cet accroissement sur le bien-être général de la société. Plus peut être mieux que moins si l'augmentation peut être réalisée sans affecter la force morale de la société, sans aggraver l'anomie, et sans nuire à l'équilibre écologique.

En dépit de cette insistance sur la moralité, l'Islam ne reconnaît pas de distinction indiscutable entre le matériel et le spirituel. Tout effort humain, qu'il ait des buts "matériels", "sociaux", "éducatifs", ou "scientifiques", a un caractère spirituel tant qu'il se conforme au système de valeurs de l'Islam. Travailler dur pour assurer son propre bien-être et le bien-être de sa famille et de la société en général est aussi spirituel que l'acte de prières pourvu que l'effort matériel soit guidé par les valeurs morales et n'éloigne pas l'individu de l'accomplissement de ses obligations sociales et spirituelles. Ainsi, le comportement idéal dans le cadre de ce paradigme n'est pas synonyme d'abnégation; il veut simplement dire la poursuite de l'intérêt personnel dans le cadre de la contrainte de l'intérêt social en passant toutes les prétentions aux rares ressources par le filtre des valeurs morales. Ces valeurs constituent une partie inséparable de la *Shari'ah* et ont été transmises à tous les peuples à différentes périodes de l'histoire, par une succession de prophètes de Dieu (qui étaient tous des êtres humains), y compris Abraham, Moïse, Jésus et Muhammad, le dernier d'entre eux. Ainsi, d'après l'Islam, il y a une continuité et une similarité dans le système de valeurs de toutes les religions révélées dans la mesure où le message n'a pas été perdu ou déformé à travers les siècles.

Ce paradigme présume que le comportement individuel orienté vers la moralité dans un environnement socio-économique et politique approprié contribuerait à la réalisation de la justice socio-économique et du bien-être humain général, tout comme le paradigme du système de marché présume que le comportement intéressé dans un marché compétitif servirait l'intérêt social. Cependant, alors que l'économie traditionnelle suppose la prédominance du comportement intéressé chez tous les individus, l'Islam ne suppose pas la prédominance du comportement idéal. Il adopte la position réaliste selon laquelle certaines personnes agissent normalement d'une manière purement idéale ou purement intéressée, mais le comportement de la plupart des gens tend à être quelque part entre les deux extrêmes. Toutefois, étant donné que le comportement idéal est tenu pour être plus favorable à la réalisation des buts, l'Islam essaie d'amener le comportement individuel aussi près que possible de l'idéal. Cela, il ne le fait pas par la coercition et la discipline excessive. Il essaye plutôt de créer un environnement favorable à travers une structure sociale fondée sur les valeurs morales, un système de motivation efficace et une réforme socio-

économique. Il insiste également sur la création d'institutions idoines[3] et l'attribution au gouvernement d'un rôle efficace et orienté vers les objectifs.

DEUX NIVEAUX DE FILTRAGE

La nécessité d'utiliser le filtre moral dans ce paradigme pour l'affectation et la répartition des ressource n'implique pas le rejet du rôle important joué par les prix et les marchés. Le filtre moral ne fait que compléter le mécanisme du marché en soumettant l'affectation et la répartition des ressources à une double couche de filtres. Le premier filtre (moral) attaque le problème des prétentions illimités aux ressources à la source - même - c'est-à-dire la conscience intime des individus - en modifiant leur échelle de préférences selon les exigences des buts normatifs. Les prétentions aux ressources sont passées à travers ce filtre avant d'être exposées au second filtre, celui des prix du marché.

Le filtre moral est requis parce qu'il n'existe pas nécessairement d'harmonie entre l'intérêt personnel et l'intérêt social, comme le suppose à tort l'économie conventionnelle. Le filtre moral essaie de créer une telle harmonie en changeant les préférences individuelles en fonction des priorités sociales et en éliminant ou minimisant l'utilisation de ressources à des fins qui ne contribuent pas à la réalisation des buts normatifs. Si l'on passe ensuite les prétentions aux ressources à travers le second filtre des prix du marché, le filtre des prix est peut-être plus efficace pour créer un équilibre de marché compatible avec les buts normatifs. Cela est d'autant plus vrai si l'intermédiation financière est également restructurée conformément au système de valeurs islamiques pour jouer un rôle complémentaire[4]. L'influence que la richesse et le pouvoir sont capables d'exercer dans l'affectation et la répartition des ressources peut alors être considérablement réduite. Le filtre moral tendrait à minimiser la distorsion foncière créée par l'absence de conditions préalables dans l'affectation et la répartition des ressources contre la réalisation des buts normatifs.

LE PROBLEME DE LA MOTIVATION

La question qui se pose pourtant, si un filtre moral socialement accepté est disponible, est de savoir comment les individus et notamment les riches et les puissants seraient motivés à faire passer leurs prétentions par ce filtre si cela nuisait à leur intérêt personnel. Il est peut-être irréaliste de

s'attendre à ce qu'une personne sensée agisse délibérément contre son propre intérêt. Au demeurant, la recherche de l'intérêt personnel n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Elle est même indispensable à la réalisation de l'efficacité et du développement. Elle devient peu souhaitable uniquement si elle dépasse certaines limites qui empêchent la réalisation des buts normatifs. Comment l'Islam incite-t-il les individus à poursuivre leur intérêt personnel dans les limites de l'intérêt social dans des situations de conflit entre l'intérêt personnel et l'intérêt social ?

L'Islam essaie d'accomplir cette tâche en plaçant l'intérêt personnel dans une perspective à long terme - dépassant la vie de ce monde et atteignant l'au-delà. Un individu peut servir son propre intérêt ici-bas par l'égoïsme dans l'utilisation des ressources mais il ne peut servir son intérêt de l'au-delà qu'en s'acquittant de ses obligations sociales. C'est cette perspective à long terme de l'intérêt personnel, ainsi que la responsabilité de l'individu devant l'Etre Suprême et la récompense et le châtiment dans l'au-delà qui a la capacité de motiver les individus à maintenir volontairement leurs prétentions aux ressources dans les limites du bien-être général, créant ainsi une harmonie entre l'intérêt personnel et l'intérêt social même si les deux se trouvent en conflit.

RESTRUCTURATION SOCIO-ECONOMIQUE

Le mécanisme de filtrage et le système de motivation peuvent tous deux s'émousser si l'environnement socio-économique n'est pas conçu pour la réalisation des objectifs. C'est pourquoi les deux premiers éléments de la stratégie ont besoin d'être renforcés par un troisième élément - la restructuration socio-économique et financière - pour créer un environnement socio-économique convenable. Cet environnement peut-être créé par une éducation adéquate du public, la création d'un cadre efficace de garde-fous, et la réforme des institutions socio-économiques, juridiques et politiques existantes ou la construction de nouvelles institutions(5). Les prières en assemblée, le jeûne de Ramadan, le pèlerinage et la *Zakat* constituent une partie, mais non la totalité du programme islamique visant à créer cet environnement. Ils tendent à faire prendre aux individus et aux groupes conscience de leurs obligations sociales et à les motiver davantage à respecter les valeurs même si elles vont à l'encontre de leur intérêt à court-terme. L'existence d'un environnement propice peut aider à compléter le système des prix par un surcroît d'efficacité dans l'utilisation de ressources

humaines et matérielles, la promotion de la vie simple, et la réduction du gaspillage et de l'ostentation dans la consommation. Cet environnement peut aider à augmenter l'épargne, l'investissement, l'emploi et la croissance. L'absence d'une telle restructuration peut non seulement empêcher la réalisation des objectifs mais aussi aggraver les déséquilibres macro-économiques et extérieurs existants par le recours fréquent à la politique de déficit budgétaire, à l'accroissement du crédit et à la dette extérieure.

LE ROLE DE L'ETAT

Cette restructuration socio-économique globale ayant pour objet d'aider à la réalisation des objectifs visés et de minimiser les déséquilibres existants n'est probablement pas possible si l'Etat ne joue pas un rôle actif dans l'économie[6]. Cela est dû au fait que, même dans un environnement chargé de morale, il est possible que les individus soient simplement ignorants des besoins urgents et insatisfaits des autres ou oublieux des problèmes de pénurie et des priorités sociales dans l'utilisation des ressources. Dans ces conditions, la double couche de filtres proposée plus haut, bien qu'elle soit indispensable, n'est peut-être pas suffisante.

L'Etat islamique doit par conséquent jouer un rôle efficace dans l'économie. Il doit dépasser les rôles généralement admis qui consistent à assurer la sécurité intérieure et extérieure et à éliminer les imperfections du marché et la défaillance du marché. Il doit aider à créer un environnement favorable à l'élimination de l'injustice sous toutes ses formes et à la réalisation des buts normatifs de la société. Il doit jouer ce rôle sans recourir à la discipline excessive et à l'usage de la force, ou au contrôle et à l'exploitation d'une partie importante de l'économie. L'Etat doit définir les priorités sociales dans l'utilisation des ressources, guider le secteur privé, le motiver et l'aider à jouer un rôle compatible avec la réalisation des objectifs. Il peut accomplir cette tâche en aidant à intérioriser les valeurs morales parmi les individus, en accélérant la réforme sociale, institutionnelle et politique, et en accordant des incitations et des facilités. Il doit créer un cadre favorable à l'interaction des êtres humains, des valeurs, des institutions et des marchés en vue de la réalisation des objectifs sans intervention excessive du gouvernement.

Le rôle de l'Etat dans une économie islamique, pourtant, n'est pas à proprement parler une "intervention", terme équivoque qui dénote un

engagement sous-jacent au capitalisme de laisser-faire. Il n'est pas non plus assimilable à l'Etat-providence séculier qui, en jetant l'anathème sur les jugements de valeur, accentue les prétentions aux ressources et mène aux déséquilibres macroéconomiques. Il n'est pas enfin apparenté à la collectivisation et à la discipline excessive qui étouffent la liberté et minent l'esprit d'initiative et d'entreprise. C'est plutôt un rôle positif - une obligation morale à accomplir une mission conformément au mécanisme de filtrage accordé par Dieu - destiné à aider le maintien du train économique sur les rails convenus et à empêcher son détournement par les puissants intérêts acquis. Le critère pour juger l'Etat islamique réside dans sa capacité de jouer efficacement le rôle souhaité de manière à permettre au secteur privé d'avoir le maximum possible de liberté et d'esprit d'initiative. Plus les gens sont motivés à appliquer les valeurs islamiques et plus les institutions socio-économiques et l'intermédiation financière sont efficaces dans la création de l'environnement favorable à un juste équilibre entre les ressources et les prétentions, moins l'Etat aura à jouer un rôle dans la réalisation de ses objectifs. En outre, plus les dirigeants politiques sont responsables devant le peuple, et plus il y a de liberté d'expression et de succès médiatique et judiciaire dans la dénonciation et la pénalisation des injustices et de la corruption, plus l'Etat islamique sera efficace dans l'accomplissement de ses obligations.

REDEFINITION DE L'EFFICIENCE ET DE L'EQUITE

Le changement complet de paradigme doit nous permettre d'abandonner la définition traditionnelle par trop abstraite de l'efficience et de l'équité selon l'optimalité de Pareto pour une définition plus pratique conforme aux buts normatifs[7]. On peut dire qu'une économie a atteint son efficience optimale si elle a pu utiliser toutes les possibilités offertes par ses ressources humaines et matérielles limitées, de manière à produire le maximum possible de biens et services nécessaires et utiles tout en assurant un certain degré de stabilité économique et un taux viable de croissance à venir. La preuve de cette efficience réside dans l'incapacité de parvenir à un résultat plus acceptable socialement sans créer des déséquilibres macroéconomiques prolongés et sans trop affecter l'équilibre écologique. On peut dire qu'une économie a atteint l'équité optimale si les biens et services produits sont répartis de manière à satisfaire largement aux besoins de tous les individus et à assurer une répartition équitable du revenu et des

ressources sans avoir un effet négatif sur la motivation au travail, l'épargne, l'investissement et l'esprit d'entreprise.

L'EQUILIBRE DU MARCHE SOCIALEMENT ACCEPTABLE

Cette redéfinition de l'efficience et de l'équité exclut la possibilité de considérer tous les équilibres de marché comme étant optimaux et acceptables. Seul peut être considéré comme optimal et acceptable l'équilibre de marché qui mène à la réalisation des buts normatifs. Si un équilibre de marché de cette nature ne peut s'établir, c'est qu'il existe des déformations qui empêchent sa réalisation. Les seules déformations admises en économie conventionnelle sont celles dues à des imperfections de marché ou à une défaillance du marché. Or à ces déformations, on peut ajouter celles résultant des goûts et préférences des consommateurs, des institutions socio-économiques et du comportement des individus et des groupes lorsqu'il n'est pas conforme aux conditions nécessaires à la réalisation des buts normatifs. Ces déformations doivent être éliminées si l'on veut créer un environnement favorable à la réalisation des objectifs.

Si on a besoin de réformer les goûts et les préférences du consommateur ainsi que les institutions socio-économiques en vue de créer l'harmonie nécessaire entre l'intérêt individuel et l'intérêt social, le consommateur "souverain" ne peut plus rester souverain. Il n'est pas réaliste de parler à la fois de réalisation d'objectifs et de souveraineté absolue du consommateur, les deux expressions étant contradictoires et s'excluant l'une l'autre. Etant donné que la coercition est également exclue, l'introduction d'une dimension morale dans le système de marché est peut-être le meilleur moyen de créer une limitation volontaire de la souveraineté du consommateur et d'assurer par là-même l'harmonie nécessaire entre l'intérêt personnel et l'intérêt social. Il n'est pas souhaitable que l'on s'inquiète outre mesure à propos de cette limitation du choix individuel. Si on considère que la publicité est acceptable même si elle tend à influencer le choix individuel au profit de l'intérêt privé, il ne semble y avoir aucune raison de s'opposer à ce que l'on apprenne à l'individu à conformer ses préférences et son comportement aux valeurs morales qu'il a acceptées de plein gré dans l'intérêt du bien-être social.

Les goûts et préférences individuels ainsi que les institutions socio-économiques et politiques qui influencent le comportement individuel ne

sauraient demeurer exogènes et doivent faire partie du modèle économique. Si les individus ne se comportent pas dans le sens de la réalisation des objectifs, on doit les informer et les motiver convenablement, comme on doit réformer les institutions socio-économiques et politiques qui influencent leur comportement. Dès lors que l'être humain et les institutions qui influencent son comportement se comportent d'une façon favorable à la réalisation des objectifs, et que le gouvernement aussi joue un rôle important dans la création de l'environnement convenable, la charge d'assurer l'affectation et la répartition des ressources ne sera pas assumée uniquement par les prix et les marchés. Ceux-ci pourtant doivent jouer un rôle important.

DEFINITION DE L'ECONOMIE ISLAMIQUE

Conformément à une prière du Prophète, que la bénédiction et le salut de Dieu soient sur lui, dans laquelle il cherche refuge auprès de Dieu contre le savoir inutile[(8)], la fonction primordiale de l'économie islamique, comme celle de tout autre ensemble de connaissances, doit être la réalisation du bien être humain par la réalisation des *maqasid*. Dans cette optique, l'économie islamique peut être définie comme étant cette branche de connaissances qui contribue à la réalisation du bien-être humain en permettant une affectation et une répartition de ressources limitées, conformes aux enseignements islamiques sans trop limiter la liberté individuelle ou créer des déséquilibres macroéconomiques et écologiques continus[(9)].

C'est pourquoi, tandis que "les classiques considèrent le système économique essentiellement sous l'angle de la production", et "les catallactistes [marginalistes] le considèrent essentiellement du point de vue de l'échange"[(10)], l'économie islamique doit le considérer du point de vue de la réalisation des objectifs. Elle doit étudier tous les facteurs qui affectent la réalisation de ces objectifs par leur impact sur l'affectation et la répartition des ressources. Etant donné que les êtres humains constituent l'aboutissement aussi bien que le facteur le plus important qui influence l'affectation et la répartition des ressources, on doit les intégrer, tout comme les valeurs et les institutions (sociales, économiques et politiques) qui influencent leur comportement, dans le modèle économique et leur accorder toute l'attention qui s'impose[(11)]. Cette approche ne permet pas à l'économie de se concentrer sur la nature du marché et des prix dans son analyse et de considérer le comportement humain comme une donnée fixe. L'économie

doit également tenir compte de tous les aspects pertinents du comportement humain et autres facteurs qui affectent l'allocation et la répartition des ressources et partant le bien-être humain.

Si l'économie tient compte de toutes les tendances pertinentes du comportement humain, elle ne pourra pas se limiter au comportement intéressé des individus. Les individus ne se comportent pas toujours d'une façon purement intéressée. De même qu'ils ne se comportent pas toujours d'une façon idéale et altruiste. Leur comportement tend généralement à fluctuer entre ces deux extrêmes[12]. C'est aussi, en principe, le cas des marchés qui ne sont ni parfaitement compétitifs ni parfaitement monopolistes. Pour cette raison, et considérant que l'économie conventionnelle étudie le comportement du consommateur et de l'entreprise dans les conditions de concurrence parfaite ainsi que dans celles de concurrence et de monopoles imparfaits, il ne semble pas y avoir de raison d'exclure de l'examen l'impact du comportement qu'il soit intéressé ou idéal. Il est nécessaire d'analyser l'effet de ces deux types de comportement sur l'affectation et la répartition des ressources. Les deux, ensemble, peuvent donner une image plus réaliste et non seulement améliorer la prévisibilité mais aussi aider à la formulation de politiques efficaces pour la réalisation des objectifs. Que le comportement de la majorité des individus dans une société donnée tende à s'approcher la plupart du temps du mode intéressé ou du mode idéal, cela dépend d'un certain nombre de facteurs parmi lesquels: le fait que cette société est imprégnée du principe darwiniste social de survie des plus forts ou de l'impératif moral de coopération mutuelle et de bien-être pour tous, l'existence ou l'absence d'un environnement propice et le fait que le gouvernement joue ou ne joue pas un rôle éducatif efficace pour influencer le comportement de l'individu et de l'entreprise.

La tâche que doit accomplir l'économie islamique est, par conséquent, bien plus grande que celle de l'économie conventionnelle. Sa première tâche consiste à étudier le comportement effectif des individus et des groupes, des entreprises, des marchés et des gouvernements. C'est ce que l'économie conventionnelle essaie de faire mais sans grand succès en raison de l'hypothèse du comportement intéressé qui limite l'intérêt personnel à son sens particulier d'ici-bas, c'est-à-dire à la maximalisation de la richesse matérielle et à la satisfaction des besoins matériels comme il a été indiqué plus haut. Le comportement effectif peut être ou ne pas être intéressé. La première tâche de l'économie islamique consiste donc à étudier le

comportement humain tel qu'il est en réalité sans se limiter à un seul aspect de ce comportement par l'adoption d'une hypothèse peu réaliste. Au demeurant le comportement réel peut être ou ne pas être favorable à la réalisation des objectifs. D'où la nécessité de la deuxième tâche de l'économie islamique, qui consiste à indiquer le type de comportement qui s'impose pour permettre la réalisation des objectifs. Les valeurs morales étant foncièrement orientées vers la réalisation des objectifs, l'économie islamique doit tenir compte des valeurs et des institutions islamiques et analyser scientifiquement leur impact sur la réalisation des objectifs. Troisièmement vu qu'il existe une divergence entre le comportement réel et le comportement idéal, l'économie islamique doit expliquer pourquoi les différents agents économiques ne se comportent pas comme ils le doivent. Quatrièmement, étant donné que l'un des buts fondamentaux du savoir est d'améliorer la condition humaine, l'économie islamique doit proposer des mesures susceptibles d'amener le comportement de tous les protagonistes du marché qui influencent l'affectation et la répartition des ressources aussi près que possible du comportement idéal.

S'agissant de l'analyse fondée sur le comportement effectif, l'économie islamique peut tirer profit du volume croissant d'ouvrages fournis par l'économie conventionnelle, notamment ceux relatifs aux instruments d'analyse. En outre, il existe un nombre considérable d'écrits consacrés à l'analyse fondée sur le comportement altruiste. On ne doit pas avoir le moindre scrupule à utiliser cette analyse. L'économie islamique doit, au contraire, montrer son habileté à combler les lacunes, notamment celles existant dans les deuxième, troisième et quatrième parties de sa tâche. Elle pourra le faire plus efficacement si elle met à profit les connaissances utiles où qu'elles se trouvent[13] .

METHODOLOGIE

Linguistiquement, le mot méthode veut dire le "chemin à suivre", ou "l'énoncé des mesures à prendre dans un ordre donné en vue d'arriver à un but donné. La nature des mesures et leur description détaillée dépendent du but recherché et des différents moyens d'y parvenir"[14]. Techniquement, le mot veut dire: "les procédures techniques d'une discipline"[15]. En l'occurrence, l'objet de la méthodologie est de "fournir les critères d'acceptation et de rejet des programmes de recherche établissant ainsi les normes qui nous aideront à séparer le bon grain de l'ivraie"[16]. Ces

procédures techniques et ces critères d'acceptation ou de rejet dépendent bien entendu, comme l'a indiqué Caws plus haut, du but recherché.

Le but recherché étant différent - explication[17], prédiction[18], ou persuasion[19], la question de la méthodologie en économie n'a pu trouver de réponse claire malgré la vive controverse qu'elle a provoquée. Avant 1970, il y avait un nombre limité d'ouvrages sur la méthodologie. Par contre, après 1970, ce nombre a augmenté considérablement pour atteindre une croissance spectaculaire au cours des années 1980[20]. Néanmoins la controverse se poursuit. Il semblerait, pourtant, que ceux des spécialistes qui ne croient pas dans l'adoption d'une seule méthode, quelle qu'elle soit, aient le dessus. Feyerabend a déclaré sans détour que "l'idée selon laquelle la science peut et doit fonctionner selon des règles fixes et que sa rationalité réside dans son accord avec ces règles est à la fois peu réaliste et malfaisante"[21]. Selon Klamer, les divergences théoriques n'ont pas été réglées par l'accumulation de preuves empiriques". L'économie implique l'art de la persuasion. En l'absence de normes identiques et de tests empiriques clairs, les économistes doivent s'en remettre aux jugements et ils discutent pour rendre leurs jugements convaincants. Ce procédé fait place aux éléments subjectifs tels que l'engagement et le style personnels et la discipline sociale[22]. La réponse de Caldwell a donc été, à juste titre, le pluralisme méthodologique[23].

Si l'augmentation du bien-être humain, plutôt que l'explication, la prédiction ou la persuasion, est acceptée comme but de l'économie islamique, et que, de ce fait, la tâche de celle-ci soit beaucoup plus étendue et plus ardue que celle de l'économie conventionnelle, sa méthodologie, aussi, doit être capable d'accomplir cette tâche. Dans ces conditions, il sera vain de chercher une seule méthode pour accepter ou rejeter les hypothèses. Le pluralisme méthodologique est peut-être l'approche la plus convenable et il semble avoir eu jusqu'ici la prédilection des spécialistes musulmans. Siddiqi a eu raison de faire observer que "la tradition islamique en économie est dépourvue de formalisme: elle se concentre sur le sens et le but en utilisant une méthodologie souple[24]".

Le premier pas que l'on doit prendre, en vue d'accepter ou de rejeter une hypothèse donnée est de voir si elle s'intègre à la structure logique du paradigme islamique tel qu'il est défini par le Qur'an et la *Sunnah*. Cependant, comme tout n'est pas expliqué en détail dans le Qur'an et la *Sunnah*, il reste une grande place au raisonnement logique et au jugement

humain ou *ijtihad*, sans risque de contradiction avec le Qur'an et la *Sunnah*. Le recours au Qur'an et à la *Sunnah* comme premier pas de la méthodologie pour l'acceptation ou le rejet des hypothèses est inévitable car "l'économie islamique commence par la compréhension des buts et valeurs résultant de la volonté divine, et ne peut être conçue sans eux"[25]. Au lieu de les éviter sous le manteau du *wertfreiheit*, les économistes peuvent apporter une contribution inestimable en évaluant leurs propres hypothèses par rapport à la structure logique de la *Chari'ah*.

Cela nous amène à la deuxième étape importante de la méthodologie, celle qui consiste à évaluer les hypothèses par le raisonnement logique à la lumière de la logique des enseignements de la *Chari'ah*. Cette approche a été largement utilisée dans les écrits islamiques. Le livre de Shah Waliyullah intitulé *"Hujjatullah al-Balighah"* est un effort qui montre l'existence d'une logique solide derrière chaque valeur ou utilisation proposée par la *Chari'ah*.

Une troisième étape de la méthodologie est de mettre à l'épreuve ces différentes hypothèses, dans la mesure du possible, par rapport aux archives historiques et aux données statistiques disponibles chez les sociétés musulmanes et non musulmanes aussi bien actuelles que passées. Le Dr. Naqvi a souligné à juste titre la nécessité pour les économistes musulmans "d'être disposés à soumettre leurs théories aux tests les plus rigoureux et à abandonner les "vieilles" théories dès que des preuves contraires suffisantes à priori ou empiriques seront disponibles. Le but doit être le *progrès scientifique* de l'économie islamique"[26].

C'est la mise à l'épreuve des hypothèses par rapport aux faits réels qui contribuera à l'élaboration d'une théorie non pas stérile mais efficace pour la réalisation des *maqasid*. Elle contribuera également à établir une identité de l'économie islamique distincte des ouvrages islamiques de morale et de philosophie. Toutefois, la vérification ne sera pas possible en l'absence de données historiques et statistiques suffisantes sur toutes les variables utiles aussi bien que de techniques d'essai appropriées. L'économie islamique ne doit pas hésiter à employer les techniques d'expérimentation et les instruments d'analyse mis au point par l'économie conventionnelle et par d'autres sciences sociales. Tous ces instruments ne sont pas nécessairement ancrés dans le paradigme séculier[27]. L'économie islamique peut également adopter les théories de l'économie conventionnelle qui font maintenant partie

de la sagesse conventionnelle, si ces théories ne sont pas en contradiction avec la structure logique de la conception islamique de l'univers.

Le Qur'an et la *Sunnah* ont tous deux précisé quelques unes des variables principales dont dépend le bien-être ou la misère de l'humanité. Ceci a été fait par le rapport de cause à effet du type s'il y a A, il y a donc B dans lequel A représente la norme ou l'institution nécessaire et B la contribution que A peut apporter au bien-être actuel et à venir de toutes les créatures sur cette terre et notamment les être humains. Tout comme l'effort d'explication des phénomènes réels aboutit à des hypothèses, le rapport entre les *maqasid* et les différents comportements individuels et collectifs ainsi que le filtrage, la motivation, la restructuration et le rôle gouvernemental indiqués dans le Qur'an et la *Sunnah* pourrait fournir des hypothèses valables. Tous ces rapports ou ces hypothèses doivent faire l'objet de mise à l'épreuve dans la mesure du possible. Ces examens peuvent nous aider à mieux comprendre les textes *(nusus)* du Qur'an et de la *Sunnah* et aboutir à une plus grande convergence d'idées en réduisant le nombre des interprétations possibles. Cependant, la révélation n'est pas nécessairement la seule source pour établir de tels rapports idéaux. Les données d'expérience des sociétés musulmanes aussi bien que des sociétés non-musulmanes et la déduction logique peuvent constituer une source valable.

La mise à l'épreuve des hypothèses, même lorsqu'elles proviennent du Qur'an et de la *Sunnah* a toujours fait partie intégrante de la tradition islamique. Le Qur'an lui-même insiste sur ces examens. Même l'hypothèse selon laquelle "le Qur'an est la parole de Dieu" est infirmable parce que le Qur'an lui-même l'a exposée à l'infirmation en défiant l'humanité de produire quelque chose d'équivalent sur le plan de la beauté linguistique, de la force de la logique et de la qualité des enseignements(28). Même après 1400 ans, personne n'a pu relever ce défi ne serait-ce qu'en partie relativement à l'une de ses caractéristiques uniques et l'hypothèse demeure valable et solide. Par ailleurs, le Qur'an est plein de versets qui incitent les êtres humains à étudier l'exemple historique des civilisations passées qui confirment la vérité ou la positivité de ses théories normatives. Le Qur'an dit: "Parcourez la terre, voyez quelle fut la fin de ceux qui criaient au mensonge" (3:137). Ce verset ainsi qu'un certain nombre d'autres versets(29) indiquent clairement que le Qur'an considère ses théories normatives comme étant vérifiables par les faits.

Des savants comme Ibn Khaldoun (m. 808/1406) ont essayé de le faire. Ils pensaient à juste titre qu'il était possible de vérifier la relation de cause à effet même dans les sciences sociales en ayant recours aux preuves historiques[30]. Il a affirmé que "le passé ressemble au présent tout comme l'eau ressemble à l'eau"[31]. Il a été probablement le premier à indiquer que "les phénomènes sociaux semblent obéir à des lois qui, sans être aussi absolues que celles régissant les phénomènes physiques, sont suffisamment constantes pour faire en sorte que les événements sociaux suivent des modes et des enchaînements réguliers et bien définis. Aussi, la maîtrise de ces lois permet-elle au sociologue de comprendre le cours des événements qui l'entourent"[32]. Il croyait en outre, que "l'on peut découvrir ces lois en réunissant un grand nombre de faits... à partir des archives des événements passés et de l'observation des événements actuels"[33].

Shah Waliyullah (M. 1176/1762) est parvenu à la même conclusion en soutenant que la relation de cause à effet que Dieu a créée dans l'univers ainsi que la vie humaine sont une manifestation de Sa Sagesse; Elle montre qu'Il n'agit pas arbitrairement. Il agit plutôt d'une façon méthodologique et systématique qui convient à Sa Sagesse. Shah Waliyullah appuie cette idée par un certain nombre d'exemples et en citant le verset coranique "Et tu ne trouveras aucun changement dans la coutume d'Allah" (Qur'an, 33:62, 35:43 et 48:23)[34], qui montre l'irréversibilité de la relation de cause à effet créée par Dieu. Cette sagesse se reflète dans toutes les théories normatives de la *Chari'ah* qui ont pour objet la réalisation du bien-être humain[35]. Il utilise également cette logique pour justifier l'animosité de l'Islam envers l'astrologie et la magie parce que Dieu n'a pas doté les étoiles et les charmes et les formules magiques de pouvoirs surnaturels susceptibles de défaire la relation de cause à effet qui prévaut dans les phénomènes naturels et de causer du mal ou d'apporter des avantages aux êtres humains[36].

AVERTISSEMENT

L'insistance sur l'expérimentation ne doit pas s'interpréter comme étant un vote en faveur du positivisme logique qui n'est pas seulement une "forme extrême de l'empirisme"[37], mais aussi une approche "matérialiste, profane, anti-théologique et anti-métaphysique"[38]. Le positivisme exige que chaque affirmation soit positive et vérifiable. L'économie islamique n'est ni matérialiste ni profane et elle ne saurait exiger que chaque affirmation soit positive et vérifiable[39]. C'est pourquoi, en suivant le rapport logique qui

existe entre cause et effet, nous devons garder à l'esprit deux points importants:

Premièrement, les êtres humains sont sujets à des limitations et ne sont pas en mesure de tout expliquer ou de tout prévoir. Nous ne pouvons connaître qu'"une partie des relations de cause à effet - guidés que nous sommes, pour ainsi dire, par une lampe de poche dans une jungle obscure"[(40)]. Il y a tant de phénomènes dans notre vie socio-économique, qui ne peuvent être ni mesurés ni vérifiés; Si nous les éliminons de notre discussion, nous risquons de limiter le champ d'action de l'économie et de réduire ainsi sa capacité d'assurer le bien-être humain. Tout ce que l'économie islamique cherche à faire, c'est vérifier ses théories tant normatives que positives dans la mesure du possible par les données statistiques et historiques disponibles afin de rester en contact étroit avec la réalité et de ne pas tremper dans des discussions théoriques sans rapport avec les problèmes existants. L'expérimentation des théories lui permettra également, dans une certaine mesure, de mieux expliquer, de mieux prédire et de proposer avec plus d'assurance les mesures de politique nécessaires au passage de ce qui "est" à ce qui "doit être".

Deuxièmement, nous devons garder à l'esprit la croyance intrinsèque du Musulman selon laquelle les observations empiriques ne peuvent jamais être en contradiction avec les théories normatives établies par le Qur'an et la *Sunnah* ni infirmer ces théories. Celles-ci, de par leur essence même, sont des vérités qui ne souffrent aucune infirmation. Il y a, cependant, une grande différence entre affirmer qu'une hypothèse n'est pas susceptible d'infirmation et affirmer que l'hypothèse en question est susceptible d'infirmation mais qu'il est impossible de l'infirmer étant donné son fondement solide. Tout conflit entre l'hypothèse coranique et l'observation empirique peut être dû à une mauvaise interprétation de l'hypothèse, à une application inefficace ou à des erreurs d'observation. Au demeurant, l'économie islamique ne comporte pas que des théories provenant du Qur'an et de la *Sunnah*. Elle comprend aussi des hypothèses établies par les *fuqaha* et autres savants musulmans, ainsi que des hypothèses provenant de l'économie conventionnelle, les déductions et inductions propres des chercheurs, et des données d'expérience d'autres cultures et d'autres pays. Ces hypothèses tendent à être beaucoup plus nombreuses que celles provenant directement du Qur'an et de la *Sunnah*. Elles sont toutes susceptibles d'infirmation. Il n'est donc pas rationnel de laisser entendre que l'économie islamique n'est pas une science.

Même en économie conventionnelle, les théories ne sont pas éliminées par une seule preuve empirique[41]. Pourquoi donc n'en serait-il pas de même pour l'économie islamique? On peut se demander avec Blackhouse "si une quelconque controverse mettant en jeu quelque chose de vraiment substantiel a jamais été réglée pour une période appréciable de temps grâce à l'économétrie?[42] Il y a tant de concepts fondamentaux de l'économie conventionnelle tels que l'harmonie spontanée des intérêts, que l'on considère comme étant au-dessus de toute vérification et de toute infirmation. "La méthode scientifique est un mélange d'interprétation logique et d'observation empirique"[43], et partant de ce fait, les économistes classiques ont toujours souligné le fait que "les conclusions de l'économie reposent en dernière analyse sur des postulats ayant leurs origines aussi bien dans les "lois de production" observables que dans l'introspection subjective"[44]. L'économie islamique doit prendre le juste milieu entre l'"apriorisme radical" et l'"ultra-empirisme".

LA SCIENCE, LES PHENOMENES INVISIBLES ET LES JUGEMENTS DE VALEUR

Cependant, on pourrait soulever à ce propos trois objections principales. Premièrement, qu'une partie considérable du Qur'an et de la Sunnah traitent de phénomènes invisibles tels que Dieu, l'au-delà, la paix et la sérénité. Ces éléments ne sont pas observables et ne sauraient donc se constituer les fondements d'une science. Cette objection n'est pas valable car, bien que ces phénomènes soient eux-mêmes invisibles, leur impact sur le comportement humain et les variables économiques peut être observé autant que celui de la "main invisible" des lois du marché, ou des "préférences" et des "utilités" qui sont aussi invisibles. Ce qui importe, ce n'est pas de savoir si le contenu de ces concepts est ou n'est pas observable, mais de savoir si son impact sur le comportement humain est observable et surtout s'il contribue à la réalisation du genre d'équilibre dans l'affectation et la répartition des ressources, qui soit conforme aux objectifs humanitaires. Il est maintenant bien reconnu que les prix et les profits ne sont pas les seules variables qui influencent l'affectation et la répartition des ressources. Si la croyance en Dieu et dans l'au-delà peut motiver les consommateurs et les producteurs à intérioriser les valeurs morales et à modérer leur poursuite de l'intérêt personnel et ainsi faciliter la réalisation des *maqasid*, pourquoi les économistes ne tiendraient-ils pas compte de ce facteur? L'action efficace

des critères moraux dans l'utilisation des ressources peut compléter le système des prix pour introduire un surcroît d'efficience et d'équité dans l'emploi des ressources.

Deuxièmement, on pourrait soutenir que le Qur'an et la *Sunnah* fournissent les normes selon lesquelles les agents économiques doivent se comporter ainsi que les politiques que l'on doit suivre pour réaliser le genre de bien-être préconisé par l'Islam. Ces éléments impliquent des jugements de valeur et l'une des raisons pour lesquelles l'économie conventionnelle désapprouve les jugements de valeur est qu'ils se rapportent à la manière dont les gens doivent se comporter et qu'ils ne peuvent être par définition ni vérifiés ni infirmés[(45)]. C'est pour cette raison que l'économie positive s'est limitée essentiellement à la discussion de la façon dont les agents économiques et les économies fonctionnent en fait et des conséquences auxquelles aboutissent les politiques adoptées. Cette attitude est peut-être l'une des raisons principales de l'absence d'un lien entre la microéconomie et la macroéconomie. La plupart des objectifs macroéconomiques sont fondés sur des jugements de valeur. Si l'on ne permet pas que des jugements de valeur complémentaires déterminent le comportement microéconomique des individus et des entreprises afin de l'harmoniser avec la réalisation des objectifs, les objectifs ne peuvent être réalisés. Mannan a souligné le fait que "le normatif et le positif sont tellement liés que toute tentative de les séparer serait mensongère et contre-productive"[(46)]. La nette distinction que l'économie traditionnelle essaie de créer entre le positif et le normatif ne semble donc pas rationnelle.

L'Islam ne considère pas le normatif comme étant simplement des jugements de valeur qui ne peuvent être justifiées par des preuves empiriques. Chaque valeur ou institution soulignée par le Qur'an et la *Sunnah* tient essentiellement de la relation théorique entre cette valeur et le bien-être humain bien que la relation causale ou *'illah* ne soit pas toujours indiquée explicitement. D'après l'Islam, les êtres humains doivent faire ce qui est normalement correct non seulement parce que cela correspond à la volonté divine, mais aussi parce que cela leur assure le plus d'avantages et constitue, par conséquent, le mode de comportement le plus rationnel[(47)]. On considère ainsi la conduite rationnelle et la conduite motivée par la morale comme étant des synonymes. Elles représentent toutes deux le comportement qui s'avère, en dernière analyse, conforme aussi bien à l'intérêt de l'individu qu'à celui de la société.

Troisièmement, on pourrait soutenir que les théories adaptées du Qur'an et de la *Sunnah* ne sont pas toujours vérifiables en raison de l'énorme différence qui existe dans le monde musulman entre la façon dont les musulmans doivent se comporter et celle dont ils se comportent réellement. Cette différence, pourtant, n'a pas toujours été grande. Il y a eu des périodes de l'histoire islamique où les idéaux islamiques étaient une réalité dans les sociétés musulmanes et le "doit être" était devenu "est" sinon totalement au moins en partie. Par ailleurs, un certain nombre de normes et d'institutions prescrites par l'Islam représentent aussi le patrimoine d'autres cultures et d'autres civilisations qui les pratiquent encore. La vérification est, par conséquent, possible avec l'aide des archives historiques dont disposent les sociétés musulmanes aussi bien que les sociétés non-musulmanes.

POSTULATS REALISTES

Les postulats jouent un rôle important dans la formulation des hypothèses et, bien qu'il soit possible de faire des prédictions justes même si les postulats de départ sont faux, il est préférable de commencer par des postulats réalistes pour avoir une meilleure réputation en ce qui concerne les prédictions sures. Néanmoins, il existe un principe couramment accepté selon lequel les principaux postulats à la base de la structure, ou coeur, d'une science "ne doivent pas être rejetés ou modifiés". Ils sont "protégés de l'infirmation par une *ceinture de protection* composée d'hypothèses auxiliaires, de conditions initiales, etc"(48). En conséquence, ces postulats "ne sont pas à vérifier"(49).

Il n'est peut-être pas excessif de s'attendre à ce que soient vérifiés au moins tous les postulats fondamentaux de l'économie relatifs au comportement humain, notamment ceux concernant l'harmonie spontanée des intérêts, la rationalité et la maximalisation, sur lesquels repose toute la structure de l'économie conventionnelle et ce, pour s'assurer que l'ensemble de l'édifice ne s'écroulera pas si ces postulats s'avèrent faux. Il semble bizarre que l'économie conventionnelle garde à distance les réalités métaphysiques, que l'on n'a jamais pu infirmer et pourtant considère comme "avantage positif" selon les termes de Friedman, le fait de fonder ses hypothèses et ses théories sur des postulats qui sont connus pour être "descriptivement faux"(50).

MONTEE DE L'ECONOMIE ISLAMIQUE

L'économie islamique avait pris forme graduellement en tant que matière interdisciplinaire dans les écrits des commentateurs du Qur'an, des juristes, des historiens et des philosophes de la sociologie, de la politique et de la morale. Un grand nombre d'érudits, dont Abu Yusuf (m.182/798), al-Mas'udi (m. 346/957), al-Mawardi (m.450/1058), Ibn Hazm (m.456/1064), al-Sarakshi (m.483/1090), al-Tusi (m.485/1093), al-Ghazali (m.505/1111), Ibn Taymiyyah (m.728/1328), Ibn al-Ukhuwwah (m.729/1329), Ibn al Qayyim (m.751/1350), al-Shatibi (m.790/1388), Ibn Khaldun (m.808/1406), al-Maqrizi (m.845/1442), al-Dawwani (m.906/1501) et Shah Waliyullah (m.1176/1762), ont apporté leurs contributions précieuses à travers les siècles. Ces contributions sont dispersées dans un grand nombre d'écrits couvrant les différentes disciplines intellectuelles(51). C'est peut-être à cause de cette contribution pluridisciplinaire que le bien-être humain n'a jamais été conçu comme étant un phénomène isolé qui dépend essentiellement de variables économiques. On le considérait comme le résultat d'un certain nombre de facteurs aussi bien économiques que moraux, intellectuels, sociaux et politiques qui étaient tellement intégrés que la réalisation du bien-être humain universel était inconcevable sans l'apport optimal de tous ces éléments. La justice occupait une place centrale dans tout ce cadre. Ceci est bien naturel vu l'importance cruciale que revêt cette notion dans le paradigme islamique.

Les diverses contributions apportées à travers les siècles semblent avoir atteint leur optimum dans la *Muqaddimah* ou "Prolégomènes de l'Histoire" d'Ibn Khaldun. La *Muqaddimah* analyse le rôle étroitement lié des facteurs éthiques, politiques, économiques, sociaux et démographiques dans le bien-être ou la misère du peuple, qui mène finalement à l'essor ou à la chute des gouvernements et des civilisations. Son analyse n'est ni statique ni fondée uniquement sur des variables économiques. Elle tient plutôt de la dynamique socio-économique. La *Muqaddimah* contient une discussion très dense des principes économiques dont une importante partie constitue sans doute la contribution originale d'Ibn Khaldun à la pensée économique. Mais Ibn Khaldun a aussi le mérite d'avoir donné une forme plus claire et plus élégante aux contributions apportées par ses prédécesseurs et ses contemporains du monde musulman. Sa compréhension de certains principes économiques était si profonde et si avisée qu'un certain nombre

des théories qu'il a avancées il y a près de six siècles pourraient facilement égaler quelques unes des plus modernes sur le sujet.

Ibn Khaldun, pourtant, a vécu à une époque où le déclin politique et socio-économique du monde musulman avait déjà commencé. Il a émis la théorie fort juste selon laquelle les sciences ne progressent que lorsque la société elle même progresse(52). Cette théorie a été bien confirmée par l'histoire musulmane. Les sciences ont progressé rapidement dans le monde musulman jusqu'au quatrième siècle. Le développement s'est poursuivi à un rythme ralenti pendant quelques siècles encore pour diminuer progressivement par la suite. Seule, de temps en temps, apparaissait une étoile brillante dans un firmament plutôt obscur. L'économie n'a pas fait exception. Elle est tombée dans l'oubli dans tout le monde musulman. Il n'a y a pas eu de contributions majeures après Ibn Khaldun sauf celles de quelques sommités comme al-Maqrizi, al-Dawwani et Shah Waliyullah.

En conséquence, alors que l'économie conventionnelle est devenue une discipline scientifique distincte en Occident au cours des années 1890 après la publication en 1890 du grand traité d'Alfred Marshall *Principles of Economics* (Principes d'économie)(53), et a continué à se développer depuis, l'économie islamique est demeurée partie intégrante de la philosophie sociale et morale unifiée de l'Islam jusqu'à la deuxième guerre mondiale. L'indépendance de la plupart des pays musulmans après la guerre et la nécessité de développer leur économie à la lumière des enseignements islamiques ont encouragé le développement de l'économie islamique.

Toutefois, les importantes contributions apportés par quelques spécialistes à titre individuel, n'avaient pas la force requise pour créer une nouvelle identité à cette matière. Ce fut la première conférence internationale sur l'économie islamique tenue à Makkah en février 1976 qui a joué le rôle de catalyseur au niveau international et donné lieu à une augmentation exponentielle des ouvrages sur le sujet. Le Dr. Muhammad Omar Zubair et le Prof. Khurshid Ahmed ont joué un rôle de tout premier plan dans la tenue de cette conférence et dans celle d'un certain nombre d'autres conférences et séminaires qui ont donné de l'élan à cette discipline. Le rapide tour d'horizon qu'a fait à la conférence le Dr. M. Nejatullah Siddiqi sur la pensée économique musulmane(54) a servi de base aux discussions et de catalyseur au développement ultérieur de l'économie islamique.

Un certain nombre d'institutions ont également joué un rôle décisif. Les plus importantes d'entre elles sont: The Association of Muslim Social Scientists (l'Association de spécialistes musulmans en sciences sociales) USA (créée en 1972); the Islamic Foundation (la Fondation islamique), Leicester, U.R. (1973); the Islamic Economics Research Bureau (le Bureau de recherches sur l'économie islamique), Dhaka, Bangladesh (1976); the International Institute of Islamic Thought (L'Institut international de la pensée islamique), Herndon, Virginia, USA (1981); l'Institut islamique de recherches et de Formation (IIRF) de la Banque Islamique de Développement, (BID) (1983); the International Institute of Islamic Economics (l'Institut international d'économie islamique) Islamabad (1983); the College (Kulliyyah) of Economics, International Islamic University (la Faculté d'économie de l'Université islamique internationale), Kuala Lumpur (1983)[(55)]; et l'Association internationale d'économie islamique (1984). Parmi ces institutions, le Centre de recherches sur l'économie islamique de l'Université du Roi Abdul Aziz et l'Institut islamique de recherches et de formation de la BID ont le grand mérite d'avoir apporté des contributions remarquables. La contribution du Centre a déjà été reconnue par l'octroi du Prix d'économie islamique de la BID.

RETARD DANS L'ELABORATION DE LA THEORIE

Jusqu'ici, l'effort s'est concentré principalement sur l'explication du système économique idéal en Islam, comment il diffère du socialisme et du capitalisme et pourquoi il peut mieux réussir à réaliser les objectifs humanitaires. L'essentiel du débat porte sur des questions normatives: comment vont se comporter tous les agents économiques (individus et foyers, entreprises, organisations altruistes, marchés et gouvernements) à la lumière des enseignements islamiques. Quelques données historiques sporadiques viennent s'ajouter pour montrer que le système a vraiment existé à différentes époques de l'histoire musulmane et qu'il a donné des résultats positifs. C'était naturel, voire même nécessaire. L'économie est si étroitement liée à la conception du monde et au système économique de la société que, sans l'explication claire de la conception du monde et du système économique de l'Islam, l'économie islamique aurait peut-être tâtonné pour trouver son chemin[(56)].

Maintenant les contours du système économique idéal en Islam sont suffisamment dégagés. Cependant, l'économie islamique en tant que

discipline à vocation théorique et empirique n'a pas beaucoup évolué. Selon les mots du Dr. Kahf, il existe peu d'ouvrages "sur le mécanisme de fonctionnement de ce système. Encore plus rares sont les écrits qui mettent en corrélation les différents aspects du système économique islamique et forment une structure théorique complète, cohérente quant au fond et valable quant à la forme"(57). C'est pourquoi l'économie islamique doit remplir toutes les fonctions précisées plus haut. Elle doit non seulement indiquer la relation fonctionnelle entre les différentes variables afin de montrer comment ces variables agissent les unes sur les autres, mais aussi analyser à partir des faits le comportement réel des agents économiques. Elle doit expliquer non seulement pourquoi les différents agents se comportent comme ils le font, mais aussi pourquoi ils ne se comportent pas comme ils le doivent, pour obtenir les résultats souhaités. Elle doit également montrer comment parvenir à l'endroit où l'on veut aller. Sa tâche est ainsi plus étendue et beaucoup plus difficile que celle de l'économie conventionnelle. De par sa nature-même, c'est une discipline pluridisciplinaire qui doit identifier et discuter tous les principaux facteurs d'ordre moral, social, économique et politique - qui influencent le comportement des différents agents économiques. Ce n'est qu'en adoptant cette approche pluridisciplinaire que l'économie islamique pourra prédire le comportement des agents économiques avec un degré raisonnable d'assurance, et influencer le cours des événements économiques à venir. Se limiter pour l'essentiel à l'examen de la manière dont se comportent en fait les différents agents (économie conventionnelle) ou dont ils doivent se comporter (économie islamique jusqu'ici) ne la mènera pas bien loin dans le sens d'une contribution notable à la réalisation des *maqasid*.

Le domaine où il y a le plus d'ouvrages, et leur nombre est loin d'être suffisant, est la monnaie et l'activité bancaire et les finances islamiques. Les buts que l'on peut réaliser par l'abolition de l'intérêt et par le fonctionnement d'un système fondé sur la participation au capital sont maintenant fort bien identifiés grâce aux écrits d'un certain nombre de spécialistes. Cependant, il n'existe pas de données pour évaluer les performances réelles des banques islamiques par rapport à ces buts, pour connaître les problèmes auxquels elles sont confrontées, et pour expliquer pourquoi les modes idéaux de financement n'ont pas été complètement réalisés. Par ailleurs, il n'existe pratiquement pas de renseignements sur les impressions et les craintes du grand public, des décideurs, des actionnaires et des déposants au sujet de l'islamisation du système financier. Il n'est pas possible d'élaborer une

stratégie efficace pour changer ces impressions ou dissiper ces craintes sans l'aide de données réelles.

Les écrits disponibles se préoccupent essentiellement d'élaborer les différentes techniques des institutions financières islamiques. Et c'est peut-être là la cause de l'impression erronée selon laquelle la principale différence entre l'économie conventionnelle et l'économie islamique réside dans le mécanisme par lequel se fait l'intermédiation financière. Il n'est pas possible de faire disparaître cette fausse impression en l'absence de progrès théoriques considérables aussi bien en microéconomie qu'en macroéconomie. Ces progrès permettront d'identifier les différentes variables qui influencent le comportement individuel et la réalisation des objectifs - et l'intérêt ne représente qu'une seule de ces variables - et de préciser les réformes qui s'imposent dans le comportement individuel, le cadre institutionnel et l'environnement pour permettre l'islamisation de l'économie des pays musulmans.

Certes, des progrès ont été enregistrés au niveau macro-économique. Il y a eu un examen approfondi des *maqasid*. Mais il n'existe pas de modèle théorique indiquant la façon de réaliser ces buts. Les efforts faits jusqu'ici "ne font que remplacer le taux d'intérêt par le coefficient de participation aux bénéfices et introduire la *Zakat* comme impôt sans supposer de changement important dans le comportement des agents économiques[58]. En conséquence, il n'existe pas de structure appropriée de politique macroéconomique élaborée à la lumière de l'économie islamique et les *maqasid* ne sont pas encore réalisés dans le monde musulman. C'est peut-être là une des raisons principales de la tension et du désarroi qui existe actuellement dans le monde musulman. Cependant, un très petit nombre de pays musulmans disposent des données nécessaires indiquant la distance à rattraper entre les *maqasid* et la situation actuelle. Peu de pays musulmans ont des données suffisantes sur la répartition du revenu et de la richesse et sur la nature et la qualité de la vie notamment celle des déshérités, pour nous permettre de connaître le degré d'équité observé actuellement dans l'affectation et la répartition des ressources, que l'on considère comme le critère le plus important pour juger l'islamisation de l'économie islamique. Insuffisantes aussi sont les données sur la satisfaction des besoins des différents secteurs de la population, leur épargne et le comportement de l'investissement, l'emploi et le chômage, le travail des enfants, les traitements et les salaires, les conditions de travail, les habitudes de travail,

et la productivité, pour donner une explication scientifique convaincante de la déviation par rapport aux normes islamiques. Il existe trop peu d'informations sur la condition socio-économique de la femme pour établir une comparaison avec le statut élevé que lui attribue l'Islam dans son système de valeurs. A moins de connaître la situation réelle et les raisons qui la sous-tendent, il n'est pas possible d'établir un programme bien conçu de changement social, économique et politique et les mesures qui s'imposent pour opérer ce changement.

Le domaine où il y a eu très peu de progrès est celui de la microéconomie. L'économie conventionnelle a bâti sa microéconomie sur des postulats hypothétiques concernant le comportement des individus et des entreprises. Ces postulats se sont avérés peu réalistes mais ils demeurent quand même imperturbables. En outre, l'économie conventionnelle ne discute pas le changement nécessaire dans le comportement individuel et social pour réaliser ses buts macroéconomiques. Cela est dû à l'anathème qu'elle jette sur les jugements de valeur, et à son engagement en faveur de la liberté et du choix individuels sans limites. Comme nous l'avons vu plus haut, cette attitude a empêché l'établissement d'un lien clair entre sa branche micro - et sa branche macro - et frustré la réalisation de ses buts macroéconomiques.

L'économie islamique doit par conséquent établir une relation entre ses buts macroéconomiques et le comportement des différents agents économiques par la création d'une microéconomie plus réaliste. Pour y parvenir, elle a besoin d'une théorie distincte du comportement du consommateur et d'une théorie distincte de l'entreprise dans le contexte de l'économie islamique"[59]. Etant donné qu'aucun effort rigoureux n'a été fait pour combler cette lacune, Yalcintas a raison de faire remarquer que "la construction d'une théorie microéconomique qui tienne compte des contraintes islamiques est peut-être la tâche la plus difficile et la plus motivante qui attende l'économie islamique"[60].

LA TACHE A ACCOMPLIR

L'économie islamique doit être centrée avant tout sur la réalisation des objectifs. Ceci contribuera à donner une orientation et une perspective même aux fonctions de description, d'explication et de prédiction de l'économie. Ce que l'économie islamique doit faire, c'est poser les micro-

fondations de ses buts macroéconomiques. Les différences radicales entre la conception du monde de l'économie islamique et celle de l'économie conventionnelle doit se refléter clairement dans la microéconomie. Ceci n'a pas été fait pour une raison compréhensible. Créer une microéconomie différente qui ne soit pas fondée sur le concept de l'homme économique affranchi des valeurs et préoccupé essentiellement de servir son intérêt personnel dans une perspective séculière en maximisant son revenu et sa consommation est une tâche difficile. Les suppositions simplistes - et peu réalistes - à propos du comportement humain faites par l'économie conventionnelle rendent les modèles économiques plus maniables. Une fois que ces suppositions sont écartées et que nous faisons un effort pour fonder la microéconomie sur une conception cohérente et profondément morale de l'univers, nous nous embarquons dans la tâche difficile de tenir compte non seulement de la façon dont les agents économiques se comportent mais aussi de celle dont ils doivent se comporter. Ceci rend automatiquement l'analyse plus difficile. Cette analyse peut évoluer progressivement avec le temps grâce aux contributions cumulatives d'un certain nombre de spécialistes créatifs, chacun d'eux posant un ou plusieurs jalons. Par ailleurs, un certain nombre de variables dont s'occupera l'économie islamique ne sont pas mesurables. La disponibilité de données, de personnel qualifié et de ressources financières, constitue une autre contrainte. Cela rend l'économie islamique une discipline plus difficile encore. Néanmoins, les économistes musulmans ne pourront pas se dérober à cette tâche. S'ils réussissent à relever le défi, ils pourront apporter une contribution plus efficace à la réalisation du bien-être humain en résolvant plusieurs des problèmes économiques auxquels l'humanité se trouve confrontée.

L'économie islamique a l'avantage de bénéficier des instruments d'analyse mis au point par l'économie conventionnelle. Ces instruments ainsi qu'une conception du monde cohérente aux niveaux microéconomique et macroéconomique et des données empiriques sur l'importance de l'écart par rapport à la réalisation des objectifs, aideront à identifier l'environnement social, politique et économique des *maqasid*. Les économistes devront également expliquer pourquoi et quand les individus ne se comportent pas de façon idéale, pourquoi les institutions existantes ne sont pas capables de créer l'environnement favorable, et comment inciter les individus, les ménages et les entreprises à se comporter de façon idéale afin d'éliminer les déformations actuelles[61]. Tous les aspects du comportement humain, y compris les goûts et préférences individuels et les institutions socio-

économiques et politiques qui affectent la réalisation de l'efficience et de l'équité en fonction des buts dans l'affectation et la réparation des ressources, doivent être pris en compte non seulement dans leur état actuel mais aussi dans leur cadre idéal et favorable.

L'économie islamique, dans ce cas, ne pourra pas fonctionner en vase clos. Elle devra adopter une approche pluridisciplinaire. Bien qu'elle soit plus difficile, cette approche permettra aux économistes d'effecteur une analyse plus utile de toutes les variables économiques importantes, y compris la consommation, l'épargne, l'investissement, le travail, la production et l'emploi, et de proposer des mesures de politique générale, tâche que l'économie conventionnelle n'est pas actuellement en mesure d'accomplir efficacement à cause des déficiences de ses instruments de filtrage, de motivation et de restructuration. L'approche pluridisciplinaire évitera ainsi à l'économie islamique de s'éloigner de la réalité comme cela s'est produit dans le cas de l'économie conventionnelle.

L'économie islamique a encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir constituer une discipline économique distincte. Elle n'a fait jusqu'ici qu'effleurer le sujet. Son fond théorique, comme l'a justement souligné Seyyed Vali Reza Nasr, "n'a pas réussi à échapper à la force centripète de la pensée économique occidentale, et s'est pris, à plusieurs égards, dans l'écheveau intellectuel du système même qu'il cherchait à remplacer[(62)]". Le résultat est que sa sagesse pratique a été incapable de s'attaquer à la tâche d'analyser même les problèmes auxquels se trouvent confrontés les pays musulmans. Ainsi, l'économie islamique n'a pas été en mesure de proposer un ensemble équilibré de mesures de politique générale à la lumière des enseignements islamiques en vue de permettre aux pays musulmans d'accomplir la tâche difficile de réaliser leurs buts normatifs tout en réduisant leurs déséquilibres.

NOTES

1. Pour plus de détails concernant ce paradigme, voir Chapra, 1992, pp. 201-13.
2. Pour un bref examen des *maqasid*, voir Chapra, 1992, pp. 7-9. Les *maqasid* ont fait l'objet de discussions considérables dans les écrits de *fiqh*. Parmi les auteurs les plus éminents, citons: al-Matridi (m.333/944), al-Shashi (m.365/975), al-Baqilani (m.403/1012), al-Juwayni (m.478/1085), al-Ghazali (m.505.1111), al-Razi (m.606/1209), al-Amidi (m.631/1234), Izz al-Din Abd Al-Salam (m.660/1262), Ibn Taymiyyah (m.728/1327), et al-Shatibi (m.790/1388). Pour une discussion moderne des *maqasid*, voir al-Raysuni, 1992, pp.25-55, Nyazee, 1994, pp. 189-268; et Masud, 1977.
3. Les institutions sont définies ici comme étant des contraintes résultant de la volonté divine ou humainement conçues et qui, selon les termes de North "structurent l'interaction humaine. Elles sont composées de contraintes formelles (telles que les règles, les lois, les constitutions), de contraintes informelles (telles que les normes de conduite, les conventions, les codes de conduite auto-imposés) et de leurs caractéristiques d'exécution". (Nord, 1994, p.360).
4. Chapra, 1985 et 1992.
5. Pour un examen plus approfondi de la restructuration socio-économique et financière requise et ses effets sur les politiques, voir les chapitres 7-11 de Chapra, 1992.
6. Voir Chapra 1979, pour un examen plus détaillé des obligations, de la stratégie et des fonctions de l'Etat islamique.
7. Voir Chapra, 1992, p.3
8. D'après Anas ibn Malik, propos rapportés comme *hadith sahih* sur la foi d'Ahmad, d'Ibn Habban et de Hakim, par al-Suyuti dans son al-Jami al-Saghir, vol.1, p.56.
9. L'économie islamique a été définie différemment par différents spécialistes. Voici par ordre chronologique, quelques unes de ces définitions:

   S.M. Hasanuz Zaman:

   "L'économie islamique est la connaissance et l'application des injonctions et des règles de la *Chari'ah* qui s'opposent à l'injustice dans l'acquisition et l'utilisation des ressources matérielles, en vue d'assurer la satisfaction des êtres humains et de leur permettre de s'acquitter de leurs obligations envers Allah et la société". (Hasanuz Zaman, 1984, p.52).

   M.A. Mannan:

   "L'économie islamique est une science sociale qui étudie les problèmes économiques d'un peuple imprégné des valeurs de l'Islam" (Mannan, 1986, p.18).

   Khurshid Ahmad:

L'économie islamique est "un effort systématique pour essayer de comprendre le problème économique et le comportement de l'homme vis-à-vis de ce problème dans une perspective islamique". (Ahmad, 1992, p.19).

M. Nejatullah Siddiqi:

L'économie islamique est "la réponse des penseurs musulmans aux défis économiques de leur temps. Dans cet effort, ils étaient aidés par le *Qur'an* et la *Sunnah* ainsi que par la raison et l'expérience". (Siddiqi, 1992, p.69).

M. Akram Khan:

"L'économie islamique a pour objet d'étudier le *falah* [bien-être] humain que l'on réalise par l'organisation des ressources de la terre sur la base de la coopération et de la participation" (Khan, 1994, p.33).

Syed Nawab Haider Naqvi:

"L'économie islamique et le comportement caractéristique du musulman dans une société typiquement musulmane" (Naqvi, 1994, p. 13).

10.Hicks, 1976, p.212.
11.Sur l'importance du facteur humain en économie, voir El-Ghazali, 1994.
12.Le Qur'an indique que les êtres humains ont la liberté et la capacité de bien comme de mal agir. Ils sont ainsi capables soit de s'élever à des niveaux suprêmes de spiritualité soit de sombrer dans la plus abjecte immoralité (voir al-Qur'an 91:8, 92:4, et 95: 4-8; voir aussi les notes de Muhammad Asad sur ces versets.
13.Le Prophète, (PSL) a dit: "cherchez le savoir même s'il se trouve en Chine, car la quête du savoir est le devoir du musulman". (Propos d'Anas ibn Malik rapportés par Suyuti dans son Jami al-Saghir sur la foi d'al Bayhaqi dans son Shu'ab al-Iman. Il s'agit d'un *hadith* faible, mais il a été cité ici parce qu'il montre l'importance d'acquérir le savoir où qu'il se trouve. C'était en fait la pratique des musulmans quand ils avaient l'ascendant au cours des premiers siècles.
14.Caws, 1967, p.339.
15.Blaug, 1980, p.xi
16.Blaug, 1980, p.264.
17.Nagel, 1961.
18.Friedman, 1953.
19.McCloskey, 1986.
20.Backhouse, 1994, p.10.
21.P. Feyerabend, Against Method: Outline of an Anarchistic Theory of Knowledge (Contre la méthode: ébauche d'une théorie anarchiste du savoir) cité par Lawrence Boland, "Scientifc Thinking Without Scientific Method" (Réflexion scientifique sans méthode scientifique), dans Backhouse, 1994, p.54.
22.Klamer, 1984, p.234.
23.Caldwell, 1982, pp.243-7.
24.Siddiqi, 1988, p.155.
25.Siddiqi, 1988, p.168.

26.Naqvi, 1994, p.xxi; les italiques sont de l'original.
27.Pour les deux points de vue différents sur cette question, voir Zarqa, 1986, pp;56-57.
28.Voir le Qur'an, 2:23, 10:38, 11:15 et 17:88.
29.Voir, par exemple, 6:11, 7:48 et 86, 7:128, 10:39, 12:109, 27:51, 35:44, 40:21, 47:10, 65:9.
30.Ibn Khaldun, Al-Muqaddimah, pp. 1 et 2.
31.Ibid, p.10.
32.Issawi, 1950, p.7.
33.Ibid, p.8.
34.Voir aussi la note d'Abdullah Yusuf Ali relative au verset 35:43.
35.Shah Waliyullah, 1992, vol.1, p;34.
36.Salah Waliyullah, 1992, vol.1, pp.62-66; voir aussi le chapitre consacré à la magie dans Ibn Khaldun, Al-muqaddimah, pp. 486-503.
37.Chalmers, 1982, p. xiii.
38.Herbert Feigl, 1978, vol. 14, p.877.
39.Lipsey, 1989, p.19.
40.IIIT, 1989, p.337.
41.Backhouse, 1994, p.14.
42.Backhouse, 1994, p.66.
43.Caws, 1967, vol.7, p.343.
44.Blaug, 1990, p.689.
45.Lipsey, 1989, p.16 et Blaug, 1990, p.7.
46.Mannan, 1986, p.9.
47.Voir le livre de Shah Waliyullah pour la discussion rationnelle de sa thèse.
48.Chalmers, 1982, p.80.
49.Lin, 1976, p.16.
50.Friedman, 1953, p.14.
51.Voir Spengler, 1963; Deshmogyi, 1965; Mirakhor, 1987; Siddiqi, 1992; et Ishahi, 1994 pour un bref exposé sur quelques unes de ces contributions.
52.Ibn Khaldun, Al-Muqaddimah, p.434.
53.Schumpeter, 1954, p.21. Selon Blaug (1985), l'économie est devenue une discipline universitaire dans les années 1880, (p.3).
54.Siddiqi, 1981.
55.Voir Yalcintas, 1986, pp;33-37 pour plus de détails.
56.En fait, d'après le Dr. Zarqa, l'économie islamique est "le système économique d'une part, et l'analyse économique que l'on en fait, d'autre part" (Zarqa, 1986, p.52).
57.Kahf, 1978, p.1.
58.Khurshid Ahmad, 1986, p.81.
59.Khurshid Ahmad, 1986, p.79.
60.Yalcintas, 1986, p.38.
61.Voir aussi Siddiqi, 1988, p. 169.
62.Nasr, 1991, p. 388.

BIBLIOGRAPHIE

Abbasi, S.M., K.W.Hollman, et J.H. Murray, Islamic Economics Foundations and Practices (L'économie islamique: fondements et pratiques), International Journal of Social Economics, 5/1989, pp. 5-17.

Abu Saud, Mahmoud, Toward Islamic Economics (Vers l'économie islamique) dans IIIT, 1989, pp. 265-70.

Ahmad, Ausaf, A Macro Theory of Distribution in an Islamic Economy (Théorie macroéconomique de distribution dans une économie islamique), dans Khan, M. Fahim, 1988, pp. 111-144.

Ahmad, Ausaf, Macroeconomic Function in an Islamic Framework. A Survey of Current Literature (La fonction macro-économique dans un cadre islamique: étude des ouvrages courants), dans Ahmad et Awan, 1992, pp. 245-276.

Ahmad, Ausaf et K.R. Awan, Lectures on Islamic Economics (Conférences sur l'économie islamique) (Djeddah: BID, 1992).

Ahmad, Khurshid, Studies in Islamic Economics (Etudes d'économie islamique) (Djeddah: ICRIE, 1980), 390 pages.

Ahmad, Khurshid, "Introduction", dans K. Ahmad, ed, Studies in Islamic Economics (Etudes d'économie islamique) (Leicester, U.K.: The Islamic Foundation, 1980).

Ahmad, Khurshid, Problems of Research in Islamic Economics with Emphasis on Research Administration and Finance (Problèmes de recherche sur l'économie islamique, notamment ceux relatifs à l'administration et aux finances) dans IRTI (1986), pp. 77-89.

Ahmad, Khurshid, Nature and Significance of Islamic Economics (Essence et importance de l'économie islamique) dans Ahmad et Awan, 1992, pp. 19-48.

Ahmad, Ziauddin, Munawar Iqbal et M. Fahim Khan, (eds.), Money and Banking in Islam (La monnaie et les opérations bancaires en Islam), ICRIE, 1983).

Ahmad, Ziauddin, Munawar Iqbal et M. Fahim Khan, (eds.), Fiscal Policy and Resource Allocation in Islam (Politique fiscale et affectation de ressources en Islam), (Jeddah, ICRIE, 1983).

Ansari, Javed Akhtar, The Poverty of Islamic Economics (La pauvreté de l'économie islamique), The Universal Message, février 1990, pp. 7-10.

Ariff, Mohammad, Islamic Ethics and Economics, (La morale islamique et l'économie), dans Association of Muslim Social Scientists, Proceedings of the Seventh Annual Conference, (Plainfield, dans Association of Muslim Social Scientists, 1978), pp. 1-20.

Ariff, Mohammad, Monetary and Fiscal Economics in Islam (L'économie monétaire et fiscale en Islam), (Jeddah: ICRIE, 1982), 412 pages.

Ariff, Mohammad, Toward a Definition of Islamic Economics: Some Scientific Considerations (Vers une définition de l'économie islamique: quelques considérations scientifiques), dans Jounral of Research in Islamic Economics, Hiver 1985, pp. 87-103.

Ariff, Mohammad, Islamic Economics: Challenges and Potentials (L'économie islamique: Problèmes et possibilités) dans Abdullah Omar Naseef (ed;), Today's Problems: Tomorrow's Solutions (Problèmes d'aujourd'hui, solutions de demain) (London, Mansell, 1988), pp. 73-93.

Arrow, Kenneth, J. Samuelson Collected (L'oeuvre de Samuelson), Journal of Political Economy, octobre 1967, pp. 730-37.

Azhar, Rauf Ahmad A theory of Optimal Investment Decision in an Islamic Economy (Théorie de la décision optimale d'investissement dans une économie islamique), dans Ahmad et Awan, 1992, pp. 217-242.

Baali, Fuad et Ali Wardi Ibn Khaldun and Islamic Trought Styles: A Social Perspective (Ibn Khaldun et les styles de pensée islamique: perspective sociale), (Boston: G.K. Hall, 1981).

Backhouse, Roger (ed.), New Directions in Economic Methodology (Nouvelles orientations de la méthodologie économique), (Londres: Routledge, 1994), 394 pages.

Badur, Radi Al-, Problems of Research in Islamic Economics with Emphasis on Priorities and Applications (Problèmes de recherche sur l'économie islamique, notamment ceux relatifs aux priorités et aux applications) dans IIRF (1986), pp. 109-27.

Balogh, Thomas, The Irrelevance of Conventional Econmics (Le manque d'à-propos de l'économie conventionnelle) Londres: Weidenfeld & Nicholson, 1982).

Bell, David, and Irving Kristol, eds., The Crisis of Economic Theory (La crise de la théorie économique), New York: Basic Books, 1981).

Blaug, Mark, The Methodology of Economics (La méthodologie de l'économie), (Cambridge Universty Press, 1980).

Blaug, Mark, Economic Theory in Retrospect (Examen rétrospectif de la théorie économique), (Cambridge: Cambridge University Press, 4ème ed., 1985).

Boulakia, Jean David C. Ibn Khaldun: A Fourteenth Century Economist (Ibn Khaldun: économiste du quatorzième siècle) Journal of Political Economy, septembre / octobre 1971, pp. 1105-1118.

Boulding, Kenneth, Economic of Knowledge and the Knowledge of Economics (L'économie de la connaissance et la connaissance de l'économie), American Economic Review, mai 1966.

Brinton, Crane, "Enlightenment" (Siècle des lumières), The Encyclopedia of Philosophy (New York: Macmillan and the Free Press, 1967), vol.2, pp. 519-25.

Brittan, Samuel, Two Cheers for Self-Interest: Some Moral Pre-requisites for a Market Economy (Deux hourrah pour l'intérêt personnel: Quelques

préalables moraux pour une économie de marché), (Londres: The Institute of Economic Affairs pour la Wincott Foundation, 1985).

Brown, E.H. Phelps, The Radical Reflection of an Applied Economist (La réflexion radicale d'un expert en économie appliquée), Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, 1980.

Caldwell, Bruce, Beyond Positivism: Economic Methodology in the Twentieth Century (Au-delà du positivisme: méthodologie économique du vingtième siècle), (Londres: George Allen & Unwin, 1982).

Caws, Peter, "Scientifc Method" (Méthode scientifique), The Encyclopedia of Philosophy (Londres: Macmillan, 1967), pp. 339-43).

Chalmers, A.F., What is This Thing Called Science? (Qu'est cette chose que l'on appelle science?), Buckingham: Open University, 2ème éd., 1982).

Chapra, M. Umer, The Economic System of Islam: A Discussion of its Goals and Nature (Le système économique de l'Islam: Examen de ses buts et de son essence) (Londres: The Islamic Cultural Centre, 1970).

Chapra, M. Umer, Objectives of the Islamic Economic Order (Objectifs de l'ordre économique islamique), (Leicester, Royaume-Uni: The Islamic Foundation, 1979).

Chapra, M. Umer, The Islamic Welfare State and its Role in the Economy (L'Etat-providence islamique et son rôle dans l'économie), (Leicester, R.U.: The Islamic Foundation, 1979), 31 pages.

Chapra, M. Umer, Towards a Just Monetary System (Vers un système monétaire juste), (Leicester, R.U.: The Islamic Foundation, 1985), 292 pages.

Chapra, M. Umer, The Need for a New Economic System (La nécessité de créer un nouveau système économique), Review of Islamic Economics, 1/1991, pp. 9-47.

Chapra, M. Umer, Islam and the Economic Challenge (L'Islam et le défi économique), (Leicester, R.U.: The Islamic Foundation, 1992, 426 pages).

Chapra, M. Umer, Islam and Economic Development (L'Islam et le développement économique), (Leicester, R.U.: The Islamic Foundation, 1993), 166 pages.

Choudhury, M.A. Contribution to Islamic Economic Theory: A Study in Social Economics (Contribution à la théorie économie islamique: étude d'économie sociale), (Londres: Macmillan, 1986), 291 pages.

Choudhury, Masudul Alam, "Islamic Economics as a Social Science" (L'économie islamique en tant que science sociale), dans International Journal of Social Sciences, 6/1990, pp. 35-39.

Colander, David, et Reuven Brenner (eds.) Educating Economists (Comment éduquer les économistes), (Ann Arbor: The University of Michigan Press, 1992), 294 pages.

Deshmogyi, Joseph, "Economic Theory in Classical Arabic Literature" (La théorie économique dans la littérature arabe classique), dans Studies in Islam, janvier 1965, pp. 1-6.

Deshmogyi, Joseph, 1965, "Economic Theory in Classical Arab Literature", Studies in Islam, No.1.

Dhaheer, Siddiq, Al-, Uncertainty in Contracts and its Implications in Contemporqry Transactions (L'incertitude dans les contrats et ses conséquences dans les transaction contemporaines), (en arabe) (Jeddah: IIRF/BID, 1994).

Dopfer, Kurt, ed., Economics in the Future: Towards a New Paradigm (L'économie dans l'avenir: vers un nouveau paradigme) (Londres: Macmillan, 1976).

El-Ghazali, Abdelhamid, Man is the Basis of the Islamic Strategy for Economic Development (L'homme est la base de la stratégie islamique de développement économique, Djeddah, IIRF/BID, 1994).

El-Ghazali, Abdelhamid, Profit Versus Bank Interest in Economic Analysis and Islamic Law (Profit contre intérêt bancaire dans l'analyse économique et le droit islamique) (Jeddah, IIRF/BID, 1994).

El-Ghazali, Abdelhamid, Al-Mustasfa (Le Caire: Al-Maktabah al-Tijariyyah al-Kubra, 1937).

Elgari, M.A. "Some Islamic Insights on the Theory of Consumer Behaviour" (Quelques idées islamiques sur la théorie du comportement du consommateur), dans Journal of Objective Studies, 1/1990.

Enan, Mohammad, 1941, Ibn Khaldun: His Life and Work (Ibn Khaldun, sa vie et son oeuvre), (Lahore; Sh. Muhammad Ashraf).

Etzioni, Amiati, The Moral Dimensions: Towards a New Economics (Les dimensions morales: vers une économie nouvelle), (Macmillan, 1989), 314 pages.

Faridi, Fazlur Rahman, "Islamisation of Economics: The Indian and Global Context", (L'Islamisation de l'économie: le contexte indien et mondial), Journal of Objective Studies, (Aligarh, Inde), 1/1990, pp. 72-82.

Feigl, Herbert, "Positivism and Logical Empiricism" (Le positivisme et l'empirisme logique), The New Encyclopedia Britannica, 15ème éd. (1973-4) vol.14.

Feyerabend, P., "Against Method: Outline of an Anarchistic Theory of Knowledge", (Contre la méthode: esquisse d'une théorie anarchiste du savoir), dans M. Radner and S. Winokur (éds.), Minnesota Studies in the Philosophy of Science, 4:17-130.

Friedman, Milton, Essays in Positive Economics (Essais en économie positive), (Chicago: The University of Chicago Press, 1953).

Friedman, Milton, Capitalism and Freedom (Le capitalisme et la liberté), (Chicago: The University of Chicago Press, 1972).

Friedman, Milton and Rose, Free to Choose (Libre de choisir), (Londres: Secker & Warburg, 1980).

Galbraith, J.K., "Power and the Useful Economist" (Le pouvoir et l'économiste utile), American Economic Review, mai 1973.

Ghazali, Aidit, et Syed Omar (eds.), Readings in The Concept and Methodology of Islamic Economics (Lectures sur le concept et la méthodologie de l'économie islamique), (Malaisie: Pelanduk, 1989), 168 pages.

Gilani, Ijaz Shafi, "The Political Context of Islamic Economics" (Le contexte politique de l'économie islamique), dans Ahmad, K. (ed.), 1980, pp. 131-42.

Goitein, S.D., Studies in Islamic History and Institutions (Etudes sur l'histoire et les institutions islamiques), (Leyde: Brill, 1968).

Goitein, S.D., Mediterranean Society (La société méditerranéenne), (Berkeley and Los Angeles, 1967).

Gordon, Barry, Economic Analysis before Adam Smith (L'analyse économique avant Adam Smith), (Londres: Macmillan, 1975).

Gussau, Sule Ahmed, "The Nature and Methodology of Islamic Economics" (La nature et la méthodologie de l'économie islamique), dans Molla (1986), pp. 29-37.

Habshi, Syed Othman Al-, "The Role of Ethics in Economics and Business" (Le rôle de la morale dans l'économie et les affaires), Journal of Islamie Economics (Malaisie), 1/1987, pp.1-15.

Hahn, F. "Some Adjustment Problems: Presidential Address at the December 1968 Meeting of the Econometric Society" (Quelques problèmes d'adaptation: l'allocution présidentielle à la réunion de décembre 1968 de l'Association économétrique), Econometrica, janvier 1970.

Hahn, F. et M. Hollis, Philosophy and Economic Theory (La philosophie et la théorie économique), Oxford: Oxford University Press, 1979).

Hameedullah, Muhammad, "Budgeting and Taxation in the Time of the Holy Prophet" (La budgétisation et la taxation à l'époque du saint Prophète), dans Journal of the Pakistan Historical Society, janvier 1955.

Hanna, S.A. "Al-Afghani: A Pioneer of Islamic Socialism" (Al-Afghani, pionnier du socialisme islamique), dans Muslim World, janvier 1967, pp.24-32.

Haque, Nadeem ul-, et Abbas Mirakhor, "Optimal Profit-Sharing Contracts and Investment in an Interest-Free Economy" (Les contrats et les investissements optimaux de participation aux bénéfices dans une économie sans intérêt), dans Khan et Mirakhor, pp. 141-161.

Haque, Nadeem ul-, et Abbas Mirakor, "Saving Behaviour in an Economy without Fixed Interest" (Le comportement de l'épargne dans une économie sans intérêt fixe), dans Khan et Mirakhov, 1987, pp. 125-139.

Hasanuzzaman, S.M. "Definition of Islamic Economics" (Définition de l'économie islamique), dans Journal of Research in Islamic Economics, hiver 1984, pp. 51-53.

Heilbroner, Robert L., ed., Economic Means and Social Ends: Essays in Political Economics (Les moyens économiques et les fins sociales: essais sur l'économie politique), (Englewood Cliffs, N.J.: Prentice Hall, 1969).

Hicks, J. "Revolutions in Economics" (Révolutions en économie) dans S.J. Latsis, Method and Appraisal in Economics (La méthode et l'évaluation en économie), (Cambridge: Cambridge University Press, 1976), pp. 207-18.

Hicks, John, "Is Economics a Science? (L'économie est-elle une science?), dans M. Baranzini et R. Scazzieri, eds., Foundations of Economics (Les fondements de l'économie), (Oxford: Basil Blackwell, 1986), pp. 91-101.

Hodgson, Geoffrey, Economics and Institutions (L'économie et les institutions), (Philadelphie: University of Pennsylvania, 1988).

Hollis, Martin et Nell, Edward, Rational Economic Man-Philosophical Critique of Neo-Classical Economics (L'homme économique rationnel -

critique philosophique de l'économie néo-classique), (Cambridge University Press, 1975).

Hosseini, Hamid, "Islamic Economics in Iran: Is a New Economic Paradigm in the Making?" (L'économie islamique en Iran: Un nouveau paradigme économique est-il en train de voir le jour?), Journal of South Asian and Middle Eastern Studies (Villanova, Pa.), 2/1988, pp.21.44

Hunt, E.K. et Schwartz, Jesse G., A Critique of Economic Theory (Critique de la théorie économique), (Harmondsworth: Penguin: 1972).

Ibn Khaldun, Muqaddimah (Le Caire, Al-Maktabah al-Tijariyyah al-Kubra, n.d.), voir aussi sa traduction sous Rosenthal, F.

Idris, Ghaffar, "Economics Sans Man Sans Purpose" (L'économie sans l'homme et sans but) article de revue sur le livre Economics and the Public Purpose (L'économie et l'utilité publique) de J.K. Galbraith, dans Impact (Londres) 11 juillet 1974, 8 pages.

International Institute of Islamic Thought (IIIT) ed., Islam: Source and Purpose of Knowledge (L'Islam, source et but du savoir), (Herndon, VA: IIIT, 1988).

International Institue of Islamic Thought (IIIT) (ed.), Toward Islamization of Disciplines (Vers l'islamisation des disciplines) (Herndon, VA. IIIT, 1989), 555 pages.

Iqbal, Munawar, "Zakat, Moderation and Aggregate Consumption in an Islamic Economy" (Zakat, modération et consommation globale dans une économie islamique) dans Journal of Research in Islamic Economics, 1/1985, pp. 45-62.

Iqbal, Munawar, "Islamic Approach Towards the Economic Problem" (L'approche islamique du problème économique), dans Molla (1986), pp. 12-28.

Iqbal, Munawar (ed.), Distributive Justice and Need Fulfilment in an Islamic Economy (La justice distributive et la satisfaction des besoins dans une économie islamique), (Leicester: The Islamic Foundation, 1988), 384 pages.

Iqbal, Munawar, "Organisation of Production and Theory of Firm Behaviour from an Islamic Perspective", (L'orgnisation de la production et la théorie du comportement de l'entreprise dans une perspective islamique), Ahmad et Awan, 1992, pp. 205-215.

Islahi, Abdul Azim, Economic Concepts of Ibn Taymiyyah (Les concepts économiques d'Ibn Taymiyyah), (Leicester, R-U.: The Islamic Foundation, 1988), 286 pages.

Institut Islamique de Recherches et de Formation (IIRF), Banque Islamique de Développement, Problems of Research in Islamic Economics (Problèmes de la recherche sur l'économie islamique) (Jeddah: IIRF, 1986).

Issawi, Charles, An Arab Philosophy of History: Selections from the Prolegomena of Ibn Khaldun of Tunis (Philosophie arabe de l'histoire: extraits choisis des Prolégomènes d'Ibn Khaldun de Tunis) (1332-1406) (Londres: John Murray, 1950), 790 pages.

Jarhi, Mabid Ali, M.M. Al-, "The Relative Efficiency of Interest-Free Monetary Econmics: The Fiat Money Case", (L'efficience relative de l'économie monétaire sans intérêt: cas de la monnaie à cours forcé), Khan et Mirakhor, 1987, pp. 37-73.

Jarhi, Mabid Ali, al-, "Towards an Islamic Macro Model of Distribution: A comparative Approach" (Vers un modèle macro-économique islamique de distribution: approche comparée), dans Khan, M. Fahim, 1989, pp. 145-202.

Junaid, Syed Abdul Hamid, "Factors of Production and Factor Pricing from an Islamic Perspective" (Les facteurs de production et le système de prix des facteurs dans une perspective islamique), dans Ahmad et Awan, 1992, pp. 185-204.

Kahf, M., The Islamic Economy (Plainfield, IN: Muslim Students Association of U.S. and Canada, 1978), 110 pages. Voir aussi la revue de ce livre par M.U. Chapra dans the Journal Of Research in Islamic Economics, hiver 1984, pp. 83-5.

Kahf, Monzer, "A Contribution to the Theory of Consumer Behaviour in an Islamic Society" (Contribution à la théorie du comportement du consommateur dans une société islamique), dans K. Ahmad (1980), pp. 19-36.

Kahf, M. "Saving and Investment Functions in a Two-Sector Islamic Economy" (Les fonctions de l'épargne et de l'investissement dans une économie islamique bisectorielle), dans Ariff, 1982, pp. 107-123.

Kaldor, Nicholas, "The Irrelevance of Equilibrium Economics" (Le manque d'à-propos de l'économie de l'équilibre), Economic Journal, 1972.

Kamarck, Andrew M., Economics and the Real World (L'économie et le monde réel) (Oxford: Basil Blackwell, 1983).

Katouzian, Homa, Ideology and Method in Economics (L'idéologie et la méthode en économie) (Londres: Macmillan, 1980).

Khan, M. Akram, An Introduction to Islamic Economics (Introduction à l'économie islamique) (Islamabad, IIIT et IPS 1994).

Khan, M. Fahim, "Factors of Production and Factor Markets in an Islamic Framework" (Les facteurs de production et les marchés de facteurs dans un cadre islamique), Journal of Research in Islamic Economics, 2/1985.

Khan, M. Fahim, "Macro Consumption Function in an Isalmic Framework) (La fonction de consommation macro-économique dans un cadre islamique) dans Khan, M. Fahim (ed), 1988, pp. 17-52. Voir aussi les commentaires de Zubair Hasan sur cette étude, pp. 79-81.

Khan, M. Fahim (ed.), "Distribution in Macroeconomic Framework: An Islamic Perspective" (La distribution dans un cadre macro-économique: Perspective islamique) (Islamabad: IIIE, 1978), 230 pages.

Khan, M. Fahim, "Theory of Consumer Behaviour in Islamic Perspecive" (Théorie du comportement du consommateur dans une perspective islamique), dans Ahmad et Awan, 1992, pp. 169-184.

Khan, M. Fahim, Essays in Islamic Economics (Essais en économie islamique) (Leicester, R-U: The Islamic Foundation 1994).

Khan, Mohsin S., "Islamic Interest - Free Banking: A Theoretical Analysis" (Le système bancaire islamique sans intérêt: analyse théorique) dans Khan et Mirakhor, 1987, pp. 15-35 et 201-206.

Khan, Mohsin, S. et Abbas Mirakhor, (eds.) Theoretical Studies in Islamic Banking and Finance (Etudes théoriques sur le système bancaire et financier islamique) (Houston, Texas: The Institute for Research and Islamic Studies, 1987), 245 pages.

Khan, Mohsin, S. et Abbas Mirakhor, "The Financial System and Monetary Policy in an Islamic Economy" (Le système financier et la politique monétaire dans une économie islamique) dans Khan et Mirakhor, 1987, pp. 163-184.

Khan, Mohsin, S., "Principles of Monetary Theory and Policy in an Islamic Framework" (Principes de la théorie et de la politique monétaires dans un cadre islamique), dans Ahmad et Awan, 1992, pp. 323-342.

Khan, Shahrukh Rafi, "An Economic Analysis of PLS Model for the FInancial Sector" (Analyse éconmique du modèle PLS pour le secteur financier), dans Khan et Mirakhor, 1987, pp. 107-124.

Khan, Waqar Masood, Towards an Interest-Free Islamic Economic System (Vers un système économique islamique sans intérêt) (Leicester, R-U: The Islamic Foundation, 1985) 126 pages.

Khan, Waqar Masood, "Saving and Investment in an Interet - Free Economy" (L'épargne et l'investissement dans une économie sans intérêt) dans Ahmad et Awan, 1992, pp. 277-288.

Khan, Muhammad Akram, "Methodology of Islamic Economics" (Méthodologie de l'économie islamique), Journal of Islamic Economics, (Malaisie), 1/1987, pp. 17-33.

Khan, Muhammad Akram, Glossary of Islamic Economics (Glossaire de l'économie islamique) (Londres: Mansell, 1990).

Kister, M.J., "The Market of the Prophet" (Le marché du Prophète", dans Journal of the Economic and Social History of the Orient, janvier. 1965, pp. 272-76.

Klamer, A., The New Classical Macroeconomics: Conversations with New Classical Macroeconomists and their Opponents (La macro-économie néo-classique: conversations avec les macro-économistes néo-classiques et leurs adversaires), (Brighton, Harvester Wheatsheaf, 1984).

Knight, Frank H. "Social Economic Organization", (L'organisation socio-économique), réimpression de son The Economic Organization, pp. 3-30 dans W. Breit et d'autres, Readings in Microeconomics (Lectures sur la micro-économie) (St. Louis: Times Mirror/Mosby, 1986).

Kristol, Irving, "Rationalism in Economics", (Le rationalisme en économie) dans Bell et Kristol (1981).

Kuhn, T.S., "The Function of Measurement in Modern Physical Science" (La fonction du mesurage dans la science physique moderne) Isis, 52 (1961), pp. 161-93.

Kuhn, Thomas S., The Structure of Scientific Revolutions (La structure des révolutions scientifiques) (Chicago: University of Chicago Press, 1ère éd., 1962, 2ème éd., 1970).

Lakatos, Imre, "Falsification and the Methodology of Science Research Programmes" (L'infirmation et la méthodologie des programmes de recherches scientifiques) dans I. Lakatos et A. Musgrave, Criticism and the Growth of Knowledge (La critique et la croissance du savoir) (Cambridge: Cambridge University Press, 1974), pp.91-196.

Latsis, S.J., Method and Apparaisal in Economics (La méthode et l'évaluation en économie) (Cambridge: Cambridge University Press, 1976).

Lipsey, Richard G., An Introduction to Positive Economics (Initiation à l'économie positive) (Londres: Widenfeld and Nicolson, 7ème éd., 1989), 808 pages.

Lukas, Robert E., Jr. et Sargent, Thomas, J., "After Keynesian Macroeconomics" (Après la macro-économie keynésienne), Federal Reserve Bank of Minneapolis, Quarterly Review, Printemps 1979, pp. 1-16.

Lutz, Mark et Lux, Kenneth, The Challenge of Humanistic Economics (Le défi de l'économie humaniste) (Menlo Park, Cal.: Benjamin/ Cummings, 1979).

Mahdi, Syed Iqbal, "Islamic Approach to Model Building in Economics and Other Social Sciences: A Methodological Framework" (Approche islamique de construction de modèle en économie et dans d'autres sciences sociales: cadre méthodologique), Journal of Objective Studies (Aligarh, Inde), 1/1990, pp. 84-93.

Mannan, M. A. Islamic Economics as a Social Science: Some Methodological Issues", (L'économie islamique en tant que science sociale; quelques aspects méthodologiques), dans Journal of Research in Islamic Economics, été 1983, pp. 49-64.

Mannan, M.A., Islamic Economics: Theory and Practice (L'économie islamique: Théorie et pratique) Cambridge: The Islamic Academy, éd. révisée, 1986), pp. 425.

Mannan, M.A. "The Frontiers of Islamic Economics: Some Philosophical Underpinnings", (Les frontières de l'économie islamique: quelques fondements philosophiques), dans IIIT, 1989, pp. 295-311.

Masud, M. Khalid, Islamic Legal Phislosophy: A Study of Abu Ishaq Shatibi's Life and Thought (Philosophie juridique islamique: étude de la vie et de la pensée d'Abu Ishaq Shatibi), (Islamabad: Islamic Resarch Institute, 1977).

McCloskey, D.N., The Rhetoric of Economics (La rhétorique de l'économie), (Brighton: Harvester Wheatsheaf, 1986).

Metwally, Mokhtar M., Macroeconomic Models of Islamic Doctrines (Modèles macro-économiques des doctrines islamiques) (Londres: J.K. Publishers, 1981), 78 pages.

Metwallay, Mokhtar M., A Behavioural Model of an Islamic Firm" (Modèle de comportement d'une entreprise islamique) (Jeddah, Centre for Research in Islamic Econmics, n.d.), étude polycopiée à distribution restreinte, 13 pages).

Meyer, M.S., "Economic Thought in the Ottoman Empire in the 14th - Early 19th Centuries" (La pensée économique sous l'empire ottoman du 14ème au début du 19ème siècles) dans Archive Orientalia, vol.4, No 57, 1989, pp. 305-18.

Mieczkowski, Bogdan, "Ibn Khaldun's Fourteenth Century Views on Bureaucracy", (Opinions d'Ibn Khaldun au quatorzième siècle sur la bureaucratie), The American Journal of Islamic Social Sciences, décembre 1987, pp.

Mirakhor, Abbas, et Iqbal Zaidi, "Stabilization and Growth in an Open Islamic Economy", (La stabilisation et la croissance dans une économie islamique ouverte) dans Ahmad et Awan, 1992, pp. 395-417.

Mirakhor, Abbas, "Short-term Asset Concentration and Islamic Banking" (Concentration d'actifs et système bancaire islamique) dans Khan et Mirakhor, 1987, pp. 185-199.

Mirakhor, Abbas, "The Muslim Scholars and the History of Economics: A Need for Consideration" (Les Ouléma musulmans et l'histoire de l'économie: une étude qui s'impose) The American Journal of Islamic Social Sciences, 2/1987, pp. 245-76.

Mirakhor, Abbas, "Islamisation of the Disciplines: Muslim Scholars and the History of Economics", (L'islamisation des disciplines: les Ouléma musulmans et l'histoire de l'économie), The American Journal of Islamic Social Sciences, 2/1987, pp. 245-75.

Molla, Rafiqul Islam, et d'autres, éds., Frontiers and Mechanics of Islamic Economics (Frontières et mécanique de l'économie islamique) (Nigeria: University of Sokoto, 1988).

Nagel, E., The Structure of Science: Problems in the Logic of Scientific Explanation (Les structures de la science: problèmes dans la logique de l'explication scientifique) (Londres: Routledge et Kegan Paul, 1961).

Naqvi, S.N.H., Ethical Foundations of Islamic Economics" (Fondements éthiques de l'économie islamique) Islamic Studies, été 1978.

Naqvi, S. Nawab Haider, Ethics and Economics: an Islamic Synthesis (La morale et l'économie: synthèse islamique) (Leicester: The Islamic Foundation, 1981), 176 pages, voir aussi la revue de ce livre par M. Umer Chapra dans The Muslim World Book Review (Leicester), 1/1981, pp. 21-6.

Naqvi, Syed Nawab Haider, Islam, Economics and Society (L'Islam, l'économie et la société) (Londres: Kegan Paul, 1994), 176 pages.

Nasr Seyyed Vali Reza, Whither Islamic Economics (Où va l'économie islamique?) The Islamic Quarterly, quatrième trimestre 1986, pp. 211-20.

Nasr, Seyyed Vali Reza, Islamic Economics: Novel Perspectives", (L'économie islamique: des perspectives nouvelles) dans Middle Eastern Studies, October 1989, pp. 516-30.

Nasr, Seyyed Vali Reza, "Towards a Philosophy of Islamic Economics" (Vers une philosophie de l'économie islamique) Hamdard Islamicus (Karachi), 4/1989, pp. 45-60.

Nasr, Seyyed Vali Reza, "Islamization of Knowledge: A Critical Overview" (L'islamisation du savoir: vue d'ensemble critique), Islamic Studies, automne 1991, pp; 387-400.

North, Douglas C., Institutions, Institutional Change, and Economic Performance (Les institutions, le changement institutionnel et la performance économique) (Cambridge: Cambridge Unviersity Press, 1990).

North, Douglas C., Economic Performance Through Time (La performance économique à travers le temps), The American Economic Review, juin 1994, pp. 359-68.

Nyazee, Imran, A.K., Theories of Islamic Law: The Methodology of Ijtihad (Theories du droit islamique: la méthodologie de l'Ijtihad) (Islamabad: IIIT, 1994).

Okun, Arthur, Equality and Efficiency: the Big Trade-off (L'égalité et l'efficience: le grand compromis) (Washington, D.C.: The Brooking Institution, 1975).

Phelby, J., Methodology in Economics: A Critical Introduction (La méthodologie en économie: Introduction critique) (Londres: Macmillan, 1988).

Presley, J.R., et J.G. Sessions, "Islamic Economics: The Emergence of a New Paradigm" (L'économie islamique, la naissance d'un nouveau paradigme), The Economic Journal, mai 1994, pp. 584-96.

Rahim, M.A. "Some Early Works on Islamic Economics" (Quelques uns parmi les premiers écrits sur l'économie islamique) dans Thoughts on Islamic Economics (Reflexions sur l'économie islamique) (Dhaka: Islamic Economics Research Bureau, 1980), pp. 319-27.

Rashid, Salim, Islamic Economics: A Historico-Inductive Approach (L'économie islamique: approche historico-inductive) Journal of Islamic Banking and Finance (Karachi), 1/1989, pp. 34-44.

Rawls, John, "Justice is Fairness" (La justice est l'équité), Philosophical Review, vol. 67 (1958), pp. 164-94.

Raysuni, Ahmad, Al-Nazariyyah al-Maqasid 'Inda al-Imam al-Shatibi (Riaydh: Al Dar al-Alamiyyah lil Kitab al-Islami, 2ème éd., 1992).

Robbins, Lionel, An Essay in the Nature and Significance of Economic Sciences (Essai sur la nature et l'importance de la science économique), (Londres; Macmillan, 2ème ed., 1935).

Robinson, Joan, "The Second Crisis of Economic Theory" (La deuxième crise de la théorie économique) American Econmic Review, mai 1972.

Rosenberg, A. Microeconomic Laws: A Philosophical Analysis (Les lois micro-économiques: analyse philosophique) (Pittsburg: University of Pittsburgh Press, 1976).

Rosenberg, A., Mathematical Politics or Science of Diminishing Returns? (Politique ou science mathématique des rendements décroissants ?) (Chicago: University of Chicago Press, 1992).

Rosenthal, Franz, "The Technique and Approach of Muslim Scholarship", (La technique et l'approche de l'érudition musulmane), Analecta Orientalia, vol. 24, 1947.

Rosenthal, Franz, Ibn Khaldun: The Muqaddimah: An Introduction to History (Ibn Khaldun: La Muqaddimah, introduction à l'histoire) (Londres: Routledge and Kegan Paul, 1ère éd., 1958, 2ème éd., 1967), 3 volumes.

Routh, Guy, The Origin of Economic Ideas (L'origine des idées économiques) (Londres: Macmillan, 2ème édition, 1989) 360 pages.

Sadeq, A.H.M., Islamic Economics (L'économie islamique) (Lahore: Islamic Publications, 1989).

Samuelson, Paul, Foundations of Economic Analysis (Les fondements de l'analyse économique) (New York: Atheneum: 2ème éd. 1965).

Sato, H. Understanding Zakat: An Inquiry into the Methodological Problems of the Science of Economics: (Comprendre la Zakat: enquête sur les problèmes méthodologiques de la science de l'économie) (Niigate, Institute of Middle Eastern Studies 1987), 115 pages.

Schatzmiller, Maya, Labour in the Medieval Islamic World (Le travail dans le monde islamique médiéval) (Leyde: Brill, 1994).

Schumpeter, Joseph A., History of Economic Analysis (Histoire de l'analyse économique), éd., Elizabeth B. Schumpeter (New York: Oxford University Press, 1954).

Schultz, Charles, The Public Use of Private Purpose (L'usage public du but privé) (Washington, D.C.: Brookings Institution, 1957).

Sen, Amaryta, On Ethics and Economics (De la morale et de l'économie) (Oxford: Basil Blackwell, 1987).

Sharif, M. Raihan, "Some Considerations of Equity and Efficiency as Related to the Theory of Distribution under Modern/Western Approach and the Islamic Approach" (Quelques considérations de l'équité et de l'efficience dans leur rapport avec la théorie de la distribution selon l'approche moderne/occidentale et l'approche islamique) dans Thoughts on Economics (Dhaka) 3-4/1987, pp. 12-36.

Sherwani, H.K., "Ibn-e- Khaldun and His Politico-Economic Thoughts" (Ibn Khaldun et ses pensées politico-économiques) dans Islamic Culture, avril 1970, pp. 71-80.

Siddiqi, M. Nejatullah, Economic Entreprise in Islam (L'entreprise économique en Islam) (Lahore Islamic Publications, 1972), 179 pages.

Siddiqi, M. Nejatullah, Muslim Economic Thinking: a Survey of Contemporary Literature (Pensée économique islamique: étude des écrits contemporains) (Leicester, U.K.: The Islamic Foundation, 1981).

Siddiqi, M. Nejatullah, Recent Works on the History of Economic Thought in Islam: A Survey, (Ouvrages récents sur l'histoire de la pensée économique en Islam: une étude) (Jeddah: Centre for Research in Islamic Economics 1982), 60 pages.

Siddiqi, M. Nejatullah, "An Islamic Approach to Economics" (Approche islamique de l'économie) dans IIIT, 1988, pp; 155-74.

Siddiqi, M. Nejatullah, "From Contemporary Economics to Islamic Economics" (De l'économie contemporaine à l'économie islamique), dans Abdullah Omar Naseef (ed.) Today's Problems, Tomorrow's Solutions (Problèmes d'aujourd'hui, solutions de demain) (Londres: Mansell, 1988), pp; 118-42.

Siddiqi, M. Nejatullah, "History of Islamic Economic Thought", (Histoire de la pensée économique islamique), dans Ahmad et Awan, 1992,
pp. 69-90.

Smith, Adam (1776), An Inquiry into the Nature and the Causes of the Wealth of Nations (Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations) (New York: The Modern Library, 1937).

Solo, Robert A., "Values and Judgements in the Discourse of the Sciences" (Valeurs et jugements dans le discours des sciences) dans Robert Solo et Charles Anderson, eds., Value Judgement and Income Distribution (Les jugements de valeur et la répartition du revenu) (New York: Praeger, 1981).

Spengler, Joseph, "Economic Thought of Islam: Ibn Khaldun" (La pensée économique de l'Islam: Ibn Khaldun), Comparative Studies in Society and History, avril 1964.

Stigler, G., Production and Distribution Theories: The Formative Period (Les théories de la production et de la distribution: période formatrice) (New York: Macmillan, 1941).

Tahir, Syed, "A Contribution to the Theory of Determination of Aggregate Output, Income, and Economic Inequalities in an Islamic Economy" (Contribution à la théorie de détermination de la production globale, du revenu et des inégalités économiques dans une économique islamique), Ahmed et Awan, 1992, pp; 289-320.

Taj El-Din, Seif el-Din Ibrahim, "Macro-Consumption Function in an Islamic Framework" (Fonction de consommation macro-économique dans un cadre islamique) dans Journal of Research in Islamic Economics, été 1984, pp. 57-62.

Tawney, R.H. The Acquisitive Society (L'instinct de possession de la société) (New York: Harcourt Brace, 1948).

Thurow, Lester, Dangerous Currents: The State of Economics (Courants dangereux: l'état de l'économie) (Oxford: Oxford University Press, 1983).

Toynbee, Arnold, 1934. A Study of History (Etude de l'histoire) (Londres: Oxford University Press).

Van Meerhaeghe, M.A.G., Economic Theory: A Critic's Companion (La théorie économique: compagnon du critique) (Londres: Martinus Nijhoff, 1980).

Waliyullah, Shah, Hujjatullah al-Balighah (Beyrouth: Dar Ihya al-Ulum, 1992), 2 volumes.

Ward, Benjamin, What's Wrong with Economics ? (Qu'est-ce qui ne va pas en économie ?) (New York: Basic Books, 1972).

Wiles, Peter, et Guy Routh (éds.) Economics in Disarray (L'économie en désarroi) (Oxford: Basil Blackwell, 1984).

Woo, Henry K.H. What's Wrong with Formalization in Economics ? (Que reproche-t-on à la formalisation en économie ?) (Newark, Cal.: Victoria Press, 1986).

Worswick, G.D.N., "Is Progress of Economic Science Possible ?" (Les progrès sont-ils possibles en sciences économiques ?), Economic Journal, 1972, pp. 73-86.

Yalcintas, Nevzat, "Problems of Research in Islamic Economics: General Background", (Problèmes de la recherche sur l'économie islamique: informations générales) dans IIRF (1986), pp. 23-41.

Zarqa, M. Anas, "Islamic Economics: an Approach to Human Welfare" (L'économie islamique: approche du bien-être humain) dans K. Ahmad (1980), pp. 3-118.

Zarqa, M. Anas, "Capital Allocation, Efficiency and Growth in an Interest-Free Islamic Economy" (Affectation du capital, efficience et croissance dans une économie islamique sans intérêt), "Journal of Economics and Administration (Djeddah, Arabie Saoudite), novembre 1982, pp. 43-55.

Zarqa, M. Anas, "A Note on Islamizing Economics" (Une note sur l'islamisation de l'économie), dans Molla (1986), pp. 61-64.

Zarqa, M. Anas, "Problems of Research in the Theory of Islamic Economics: Suggested Solutions (Les problèmes de la recherche sur la

théorie de l'économie islamique: Solutions proposées) dans IIRF (1986), pp. 52-63.

Zarqa, M. Anas, "Methodology of Islamic Economics" (Méthodologie de l'économie islamique) dans Ahmad et Awan, 1992, pp. 49-67.

Ziadeh, Nicola, Al-Hisbah and Al-Muhtasib in Islamic Old Texts Collected and Edited with an Introduction (Al Hisbah et le Muhtasib dans de vieux textes islamiques recueillis et vérifiés avec une introduction) (Beirut: Catholic Press, 1962).

Zuhair, Hasan, "Theory of Profit: The Islamic Viewpoint", (Théorie du profit: le point de vue islamique) dans Journal of Research in Islamic Economics, été 1983, pp.1-16.

21 mai 1996
Umer (FH) - D.25